



Classes moyennes : **un modèle républicain en péril ?**

Philippe Arondel



Maquette : Joël Couturier
Photo couverture : © Delphimages - Fotolia.com





Confédération Française des Travailleurs Chrétiens

128, avenue Jean Jaurès

93697 Pantin Cedex

Tél. : 01 73 30 49 00

www.cftc.fr

Toute reproduction, même partielle,
est interdite sauf mention de l'origine.

© CFTC

Novembre 2014

ISBN 978-2-917686-16-4





« Cette collection, conçue pour les acteurs de terrain, syndicalistes ou non, propose des analyses et réflexions sur les grands défis économiques et sociaux d'aujourd'hui. S'inspirant des principes sociaux chrétiens, cette série d'ouvrages esquisse les contours d'une société où l'homme aurait prééminence sur la logique économique. »



Cette étude a été réalisée pour la Confédération CFTC, dans le cadre de l'agence d'objectifs de l'Institut de Recherches Économiques et Sociales (Ires).







SOMMAIRE

<u>Avant-propos</u>	11
----------------------------------	-----------

Introduction

UN OBJET SOCIOLOGIQUE... NON IDENTIFIABLE ?	15
--	-----------

Une vision du monde à bout de souffle ?	18
Un catastrophisme à la mode... ..	18
Des « classes moyennes » passées par pertes et profits ?	19
Le retour du prolétariat de toujours ?	20
Une nouvelle et explosive recomposition du champ social	21
« Mondialisation heureuse » : le temps de tous les leurres ?	21
Une nouvelle tectonique des plaques, d'essence « globalitaire »... ..	22
Oser les problématiques qui dérangent... ..	23
Allumer une petite chandelle plutôt que maudire l'obscurité	23





Sommaire

Chapitre 1

UNE ÉMERGENCE LENTE... ENTRE SPONTANÉITÉ ET VOLONTARISME	27
Un réductionnisme délétaire	29
Une critique frontale du règne de la « boutique »... ..	30
... qui perdure par les temps qui courent	31
Allemagne wilhelmienne : une sociologie « inventive » et réaliste... ..	31
Un décryptage d'une « stupéfiante modernité »... ..	32
Un premier « compromis jacobin »... ?	33
Rousseau, un précurseur de la classe moyenne ?	34
Les « couches nouvelles », des piliers du régime républicain ?	35
Années trente : le temps de tous les dangers ?	36
Un changement de cap... dans l'orbite républicaine	36
L'apport idéologique des « non-conformistes »... ..	37
Capital « culturel » contre capital « économique » ?	38
« Salarariat intermédiaire » : une révolution copernicienne ?	39

Chapitre 2

TRENTE GLORIEUSES : L'ÂGE D'OR DES « CLASSES MOYENNES » ?	41
L'ère du compromis fordiste triomphant	43
Un paradigme aux antipodes de « l'égalitarisme » pur... ..	44
Un nouveau type de « dirigisme » d'État ?	45
« Moyennisation » : mythe ou réalité ?	45
Le barbecue, un « rite » porteur de sens ?	46
Une « révolution culturelle » rampante ?	46
Un nouveau sentiment d'appartenance... ..	47
Le temps béni des nouvelles couches moyennes salariées... ..	47
Le triomphe du salariat qualifié, ou la compétence au pouvoir... ..	48
La crise d'une onde longue expansive	49
« <i>On a toujours raison de se révolter</i> », ou l'entrée en scène de la « nouvelle classe ouvrière »... ..	50
« Changer la vie » au travail, une utopie concrète ?	50
L'irruption de nouvelles revendications « qualitatives »... ..	50
Une nouvelle « querelle » sociale de type auto-gestionnaire	51
Mai 1968, « l'été de la Saint-Martin du marxisme »	52



« Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi... ! »	52
Un héritage à l'encan... ..	52

Chapitre 3

LE TEMPS DES ESPÉRANCES DÉÇUES... .. 55

L'autogestion, une nouvelle « parole révolutionnaire » ?	58
Une utopie démocratique revisitée... ..	59
Une matrice léniniste contestée ?	59
Une rhétorique subvertie en son essence ?	60
« L'illusion lyrique » des « enfants de Marx et de Coca Cola »	61
« Les aventuriers du quotidien », acteurs du changement... ..	62
L'émergence d'un « nouveau modèle culturel »... ..	62
Une tentative de rupture tissée de contradictions explosives	63
Une « décennie politique perdue... » ?	64
Des mots, toujours des mots, encore des mots... ..	64
Sous la « victoire », la fin d'une époque... ..	65
L'émergence d'un « libéralisme de gauche » ?	65
Les lois Auroux, un véritable « cheval de Troie » ?	66
Un tournant... Capital !	67
Une Fonction Publique à la diète... ..	68
Enseignants du secondaire : la « purge » ?	69
Le crépuscule des classes moyennes ?	69
L'épuisement de la notion de « classe » ?	70

Chapitre 4

FRANCE « MOYENNE » : UN MALAISE RÉEL OU « FANTASMÉ » ? 73 |

Résilience, quand tu nous tiens... ..	76
In/Out : une nouvelle dialectique fondatrice ?	76
Une sociologie volontairement aveugle ?	77
Le « déclassement » des classes moyennes, un mythe ?	78
Un comparatisme « manipulateur » ?	79
Un âge d'or révolu... ..	79
Un groupe « cadres » au bord de la dépression ?	80

Sommaire

Un avenir à reculons ?	80
Un sentiment d'abandon inexplicable ?	81
Un « décrochage » par rapport aux plus riches... ..	82
Des inégalités de moins en moins supportables... ..	82
Le futur n'est plus ce qu'il était... ..	83
Parcours résidentiel ascendant : le début de la fin ?	83
Une recomposition rampante du paysage social... ..	84
Vers une revanche des « héritiers » ?	85
L'école « entre surinvestissement et désenchantement »... ..	86
Un modèle français en déshérence ?	86

Conclusion

UN PARADIGME À LA CROISÉE DES CHEMINS...	89
Une déconstruction rampante... ..	92
Un processus d'involution « piloté » par en haut ?	93
« Ciblage » : sous le bon sens, une perversion « anti-universaliste » ?	93
Un <i>blues</i> à son comble... ..	94
« Catastrophisme », quand tu nous tiens... ..	95
Imaginer autre chose que ce qui existe... ..	96
Une « finance de marché » maîtrisée... ?	97
Le temps des fausses solutions... ..	97
Classes moyennes : tout doit disparaître !	98
Demain, un « collectivisme » libéral ?	98
Dans les ruines, une parole de libération	99

Annexes 101

Extrait de quelques ouvrages	
• “Le capitalisme, la classe moyenne et l'enseignement”, extrait de <i>Action socialiste</i> de Jean Jaurès	103
• “Éclatement, segmentation ou réunification du salariat ?”, extrait de <i>L'adieu à la classe moyenne</i> de Jean Lojkine	111
• “Cadres et professions intermédiaires : 1962/2002”, extrait de <i>Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits</i> , sous la direction de Paul Bouffartigue	113



- “Les transformations de la structure : l’explosion des catégories intermédiaires”,
extrait de *Changer la vie ? Les classes moyennes et l’héritage de Mai 68*, de Marie-Hélène Bacqué et Stéphanie Vermeersch. 114
- Les classes moyennes : quel enjeu stratégique pour la CFTC ? 115
- Bibliographie. 121





Avant-propos

Le néolibéralisme est-il l'euthanasie des classes moyennes à l'instar de l'inflation pour les rentiers ? La question mérite d'être posée tant les classes moyennes semblent menacées ou à la dérive (Louis Chauvel). Comme nous avons pu l'indiquer à de nombreuses reprises, c'est bien la classe moyenne qui assure l'avenir du pays. C'est pourquoi les propositions de certains, telle la fiscalisation des allocations familiales, ne sont pas la bonne solution pour la CFTC. Cela reviendrait en effet à reprendre d'une main ce que l'on a donné de l'autre. De même, une telle mesure ferait reposer la solidarité nationale envers les plus pauvres sur ceux qui le sont un peu moins, c'est-à-dire les classes moyennes. Dans le contexte actuel de crise et de paupérisation de cette catégorie de la population, la CFTC s'inquiète de son devenir.

Classes moyennes brimées, classes moyennes martyrisées, les classes moyennes représentaient un élément central, un point d'équilibre durant les Trente Glorieuses. Or, comme l'a souligné, la grande sociologue d'Harvard, Saskia Sassen, la logique distributive et inclusive d'antan ne fonctionne plus, les enfants issus des classes moyennes ne peuvent plus poursuivre l'ascension sociale de leurs parents, démontrant la logique d'exclusion du néolibéralisme actuel mais aussi de déclassement des classes moyennes.

L'étude de Philippe Arondel nous propose une véritable « archéologie » (au sens foucauldien du terme) du concept même de classes moyennes et nous

Avant-propos

interroge sur le paradigme même des classes moyennes. Classes moyennes qui êtes-vous ? Pilier de notre modèle social républicain, dénonçant la double impasse du communisme et du libéralisme, Philippe Arondel nous démontre qu'une relance de la classe moyenne ne pourra se faire sans une politique familiale volontariste, une action novatrice pour le logement et des salaires en hausse.

À l'heure où les classes moyennes occupent les débats sans que l'on sache exactement qui elles sont, la présente étude nous fournit quelques éléments de réponses ainsi qu'une approche sociale-chrétienne et humaniste sur cet objet sociologique mal identifié. Le mouvement est global puisqu'une étude de mai 2014 de l'OCDE souligne que l'érosion des classes moyennes n'est pas un mythe. Dans plusieurs pays « riches », elle est une conséquence de la montée des inégalités depuis trente ans. Cette érosion est due, depuis le début des années 80, à la captation, de façon disproportionnée, des bénéfices de la croissance par les plus hauts revenus. Ainsi, dans les pays de l'OCDE en 2010, le revenu moyen des 10 % les plus riches de la population était 9,5 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres, alors qu'il n'était que 7 fois supérieur il y a vingt-cinq ans. Avec des conséquences, donc, sur les classes moyennes.

Principe des vases communicants, on assiste à un accroissement de la part des classes moyennes dans le PIB dans les pays émergents. À quand une grande convergence des classes moyennes de par le monde ? Notre projet de traçabilité sociale pourrait y contribuer.

Joseph Thouvenel
Vice-Président en charge de l'économie







INTRODUCTION

UN OBJET SOCIOLOGIQUE... NON IDENTIFIABLE ?



Un objet sociologique... non identifiable ?

« Les démocraties industrielles occidentales sont en pleine tempête. Les classes moyennes voient fondre leurs revenus et leurs sécurités, les travailleurs (surtout non spécialisés) et les retraités sont guettés par la pauvreté, les nouveaux riches étalent partout leur opulence : en somme, le marché est de plus en plus impitoyable. Néanmoins, il fonctionne. C'est un véritable tremblement de terre qui bouleverse profondément les mécanismes de distribution des revenus et accélère le processus de disparition effective de ces « classes moyennes » que nous avons connues au XX^e siècle et qui ont perdu leurs spécificités lorsque les conditions qui avaient permis leur succès ont disparu. »⁽¹⁾

Ouvrant de façon percutante – et parfois pertinente – un livre qui ne fit guère, c'est le moins que l'on puisse dire, le « buzz » médiatique, ces quelques lignes écrites, de concert, par un journaliste⁽²⁾ et un universitaire italien, portaient, sans les traditionnelles précautions d'usage, le fer où cela fait mal, sur un terrain sociologique déserté par nos décrypteurs professionnels et autres experts auto-proclamés : celui d'une histoire politique et sociale récente se défaisant, jour après jour, sous les coups de boutoir d'une mondialisation parfois d'essence ultra-libérale.

(1) Gaggi Massimo, Narduzzi Edoardo, *La fin des classes moyennes*, Liana Levi, 2006.

(2) Massimo Gaggi est le correspondant du *Corriere della Sera* pour les rubriques économique, fiscale et politique, et Edoardo Narduzzi est professeur en technologie de la communication à l'Université de Rome.

Une vision du monde à bout de souffle ?

Ce qu'ils osaient pointer, diagnostiquer cruellement, en donnant malheureusement dans une rhétorique « catastrophiste » très tendance, c'est l'amorce d'un déclin d'une vision du monde tout à la fois idéologique et pratique qui avait vu, plus particulièrement au début du XX^e siècle, les sociétés – principalement occidentales à dire vrai – s'efforcer de bâtir des « compromis sociaux » capables d'enraciner, sinon une unité sociale parfaite, du moins un espace démocratique ouvert, jamais figé sur lui-même, où le poids des distinctions sociales, pour reprendre le langage d'un Pierre Bourdieu, restait relativement limité par l'intervention de « la main gauche » de l'État.

À en croire nos auteurs – d'ailleurs étrangement confits, par ailleurs, en dévotions libérales d'un autre temps –, ce serait cette parenthèse de naguère, qualifiée par certains nostalgiques impénitents « d'heureuse », qui serait en train de se refermer brutalement, quasi inéluctablement, sous la pression irrésistible d'une logique marchande frappant d'obsolescence les anciens projets politiques nés, au cours du XIX^e siècle, sur les ruines de l'antique « société d'ordres »... et dans une démarche républicaine assumée comme telle.

Un catastrophisme à la mode...

Sans se rallier à cette thèse extrême, sans aucun doute sujette à caution sur bien des points... et non des moindres, nombre de médias, soucieux d'exploiter sans vergogne un « marronnier » classique, n'auront pas manqué, ces dernières années, d'en rajouter ostentatoirement dans le pessimisme ambiant, multipliant les titres chocs et les « unes » effrayantes censées apporter un éclairage roboratif sur une question passionnelle entre toutes. « *La chute des classes moyennes* »^[3], « *2012 : la bataille des classes moyennes* »^[4], « *Classes moyennes : les perdants du sarkozysme* »^[5], « *Peut-on sauver les classes moyennes ?* »^[6], « *Les classes moyennes, premières cibles de la rigueur* »^[7], « *Classes moyennes : la peur obsédante*

[3] *L'Humanité Dimanche*, 24/30 janvier 2008.

[4] *Alternatives économiques*, n°311, mars 2012.

[5] *Libération*, 5 septembre 2008.

[6] *L'Expansion*, mars 2012.

[7] *Le Monde*, 12 juillet 2010.

Un objet sociologique... non identifiable ?

du déclassement »^[8], « Programme économique du PS : les classes moyennes en danger ! »^[9], « Le grand massacre des classes moyennes »^[10]... : on n'en finirait plus de recenser tous les titres des magazines et des quotidiens participant, peut-être à leur insu, d'une forme sophistiquée de voilement face aux véritables problématiques concernant l'avenir des classes moyennes... dans un monde où les équilibres sociaux d'hier, reflets d'une visée d'égalité ne se confondant pas avec l'égalitarisme d'obéissance marxiste, semblent voués à une décadence irrémédiable.

Aussi aurait-on pu légitimement s'attendre, dans cette atmosphère passablement délétère, saturée de mises en garde flirtant avec un ton naïvement apocalyptique, à ce que la dernière grande échéance électorale française – nous voulons parler des présidentielles de 2012 – fût marquée par un grand débat sans œillères sur ces fameuses – et rarement définies – classes moyennes au bord de la crise de nerfs ! Las, la plupart des candidats, même ceux dont le logiciel idéologique paraissait naturellement en phase avec la lancinante interrogation sur le futur menacé des couches sociales intermédiaires portées, en grande partie, sur les fonts baptismaux par le pacte républicain, se seront fait, en la matière, d'une discrétion de violette plus que significative.

Des « classes moyennes » passées par pertes et profits ?

Certes, on ne niera point que certains d'entre eux - et pas seulement ceux affectant de donner dans certain discours populiste plutôt florissant par les temps qui courent – se seront efforcés, surtout dans la dernière ligne droite, de séduire tout ou partie de ces classes moyennes... destinées, selon nombre de Cassandra « établis », à disparaître, du moins sous leur forme actuelle, dans le *Village-Monde* globalisé. Mais, force est de reconnaître que le cœur – à défaut de la raison – n'y était pas et que les chefs de file des grandes forces politiques préférèrent quasi unanimement, avec un brin de démagogie, dénoncer l'horreur sociale d'une France à deux vitesses où les « invisibles » et les « oubliés de la République »^[11], sans omettre les

[8] *Les Échos*, 24 avril 2012.

[9] *La Tribune*, 28 avril 2011.

[10] *Marianne*, n°256, 15/21 octobre 2011.

[11] Miquet-Marty François, *Les oubliés de la démocratie*, Michalon, novembre 2011.

« désaffiliés » chers à Robert Castel, formeraient les gros bataillons d'une désespérance inguérissable à vue humaine.

Le retour du prolétariat de toujours ?

Le simple fait que l'expression *classes moyennes* – rarement explicitée d'ailleurs par nos apprentis sociologues d'un jour – ait systématiquement été accolée, sans autre forme de procès, à celle de *couches populaires* suffit amplement à apporter la preuve que nous nous trouvons là, en un moment particulier de notre histoire, face à une sorte d'antienne automatique sans portée pratique, presque en état d'apesanteur philosophique.

De ce renouveau d'une nouvelle dialectique *couches populaires/couches aisées (pour ne pas dire bourgeoises)* rappelant, à l'évidence, par certains côtés, la bonne vieille lutte des classes d'antan, doit-on conclure que la notion même de classes moyennes serait à renvoyer aux oubliettes de l'histoire ? Le retour en force, dans l'imaginaire collectif, de la figure du peuple – un peuple social, si l'on ose dire, trahi par des oligarchies politico-économiques soumises à la loi d'airain de la *share older value* d'origine anglo-saxonne – signerait-il la fin de la belle aventure « solidariste »^[12] que fut l'émergence de cette catégorie « politiquement incorrecte » entre toutes, impensable aux yeux des tenants du marxisme orthodoxe : celle des classes moyennes ? Bref, la montée en puissance, dans le discours politique, des thèses d'un Christophe Guilluy^[13], déboucherait-elle sur un déni historique de la souffrance existentielle de certaines catégories de Français se « levant tôt » et constatant, chaque jour, leur décrochage économique dans un univers où *l'hubris*^[14] marchande remodèle sans cesse, au profit du « gros argent » dénationalisé, les positions sociales et les repères sociétaux ?

[12] Le *solidarisme* est une création doctrinale de certains grands républicains de la Troisième République – on pense ici plus particulièrement à un Léon Bourgeois –, dont la philosophie profonde repose sur une synthèse du libéralisme politique et d'un socialisme modéré mettant l'accent sur les services publics.

[13] Géographe, chercheur auprès de collectivités locales et d'organismes publics, il s'est fait connaître, en 2004, par la parution, aux éditions *Autrement*, d'un *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*. Son dernier livre *Fractures françaises*, édité par François Bourin en 2010, dessine le portrait d'une France minée par ce qu'il appelle le séparatisme culturel et social.

[14] *Hubris* : « chez les Grecs, tout ce qui, dans la conduite de l'homme, est considéré par les dieux comme démesure, orgueil, et devant appeler leur vengeance » (définition du dictionnaire Larousse).

Une nouvelle et explosive recomposition du champ social

À dire vrai, la nouvelle jeunesse du concept de couches populaires⁽¹⁵⁾ – même si parfois, à l'évidence, certains courants extrémistes en donnent une interprétation pour le moins manipulée – ne peut guère être assimilée à la mise à l'écart, voire à une mise à mort de la notion de classes moyennes. Pour une raison bien simple qu'il est aisée de comprendre, une fois que l'on a remisé aux oubliettes les idées toutes faites et les clientélismes idéologiques hors de saison : l'histoire sociale récente montre qu'il y a, contrairement aux nouvelles idées reçues, une consanguinité réelle – et pas seulement « mythologique » – entre certaines fractions des couches moyennes dites parfois « inférieures » et des couches populaires de plus en plus précarisées, paupérisées⁽¹⁶⁾, ou en état de sécession avancée face aux nouvelles logiques inégalitaires de l'ordonnement urbain.

« Mondialisation heureuse » : le temps de tous les leures ?

Ce serait faire injure à la sagacité dérangeante d'un Christophe Guilluy que de laisser entendre que celui-ci, dans son attaque frontale contre certains dogmes au goût du jour, participerait d'une reviviscence rampante d'une notion de classe, au sens marxien du terme, durcie à l'extrême. Ce que ce géographe d'un nouveau genre, en froid avec les thématiques d'une deuxième gauche social-libérale, pour ne pas dire libertaire, pointe, tout au contraire, c'est l'extraordinaire – et dangereuse à plus d'un titre – reconfiguration de l'espace social et idéologique des classes moyennes qu'induit le passage, peu ou mal régulé, à une mondialisation rimant la plupart du temps avec domination sans partage des anti-valeurs du matérialisme néo-libéral.

Une reconfiguration rarement décryptée en ses aspects les plus « décoiffants », qui pousse à une redéfinition fine et dynamique d'une notion de classes moyennes que l'on pouvait penser comme établie une fois pour

(15) On peut retrouver un écho des thèses guillyennes dans un texte collectif étonnant comme *Plaidoyer pour une gauche populaire*, paru aux éditions du Bord de l'eau en novembre 2011.

(16) En tout cas, certains segments d'entre elles.

Introduction

toutes. Pour dire les choses crûment, sans argutie conceptuelle particulière : la mondialisation, telle qu'on l'entend habituellement, serait à l'origine, *via* notamment le phénomène de « *gentrification* » des centres villes, d'une nouvelle césure sociologique n'opposant plus, comme lors de « l'affreux XIX^e » siècle, bourgeoisie et peuple, mais, dans une dialectique nouvelle, sans doute fondatrice à bien de égards, deux blocs socio-historiques originaux composés tout à la fois de couches populaires et de couches moyennes... aux visions du monde irréductibles les unes aux autres.^[17]

Une nouvelle tectonique des plaques, d'essence « globalitaire »...

Que comprendre d'autre lorsque la nouvelle icône de la sociologie française de ce début de siècle écrit ces phrases dont la clarté le dispute, il faut bien le dire, à la provocation tranquille : « *Le récit mondialisé est partagé par la majorité des habitants des grandes villes, des villes-centres embourgeoisées aux banlieues précarisées. Territoires de la mobilité sociale et résidentielle, les métropoles concentrent de facto les populations qui se projettent le mieux dans le mouvement historique de la mondialisation. Les couches supérieures comme les catégories populaires^[18] y participent naturellement... L'adhésion à un récit national des couches populaires de la France périphérique, péri-urbaine et rurale illustre leur difficulté à se projeter dans une mondialisation déjà responsable d'une dégradation de leurs conditions de vie.* » ?^[19]

Ainsi, alors que, malgré la crise, la finance poursuit son rêve – en partie notre cauchemar de chaque jour – d'une expansion infinie, deux France aux approches culturelles et philosophiques antagonistes semblent donc se faire de plus en plus face dans une atmosphère délétère à couper au couteau, engendrant *de facto* un syndrome de « séparatisme culturel »^[20] aigu.

[17] Guilluy Christophe, chapitre 7, page 89, *op. cit.*

[18] Il s'agit ici, pour Christophe Guilluy, des milieux populaires des banlieues et des « cités ».

[19] Pages 177/178, *op. cit.*

[20] Chapitre 11, page 167, *op. cit.*

Oser les problématiques qui dérangent...

Cette irruption d'un « *vivre ensemble séparés* » – une superbe et révélatrice contradiction dans les termes – est-elle la traduction, dans les faits, du déclin rampant du concept de classes moyennes ? La thématique – structurante, idéologiquement et concrètement, à plus d'un titre – de la « moyennisation » chère à Henri Mendras est-elle encore pertinente alors que le peloton « classes moyennes » semble se disloquer, se fragmenter finement – sans disparaître pour autant – sous l'effet de l'entrée en crise de ce qu'il est convenu d'appeler le pacte républicain ? La montée en puissance de la « *classe de la masse sans cloisonnement, perdant de fait ses traits distinctifs de classe* »^[21], comme l'expliquent les auteurs de *La fin des classes moyennes*, ne donne-t-elle point congé au vieux et démocratique projet d'une classe moyenne adossée à la « *raison politique et à l'idéal social* » ? La domination, dans le champ économique et idéologique, du paradigme néo-libéral, depuis notamment le tournant des années 1980, n'est-elle pas en grande partie responsable de ce qui ressemble de plus en plus, sur fond d'effondrement de l'ancienne société des producteurs, à l'enracinement d'un impérialisme de la consommation *low cost* ? Quelles nouvelles politiques publiques innovantes imaginer, mettre en œuvre dans le court et moyen terme afin de renouer avec ce qui fut l'esprit, dès la III^e République, d'une démarche solidariste cherchant une troisième voie originale face à un libéralisme anti-social et un socialisme de lutte de classe ?

Allumer une petite chandelle plutôt que maudire l'obscurité

Nous essaierons, dans les pages qui suivent, de répondre sur le fond à toutes ces questions – et à bien d'autres qui sont au cœur d'un débat intellectuel capital pour l'avenir du modèle social français – en liant

[21] Dans le même chapitre du livre, M. Gaggi et E. Narduzzi précisent leur pensée en écrivant : « *Dans les faits, il s'agit d'un véritable magma social, d'un contexte en ébullition permanente où l'un monte et l'autre descend dans la hiérarchie des potentialités de réalisation et de vie... On y trouve mille classes et aucune : chaque groupe tend à se distinguer des autres par des nuances plus ou moins subtiles, mais aucun n'a les caractéristiques requises pour être considéré comme middle class ou nouvelle classe de référence* », in *La fin des classes moyennes*, page 21, *op. cit.*



Introduction

indissolublement, dialectiquement, analyse économique sans œillères, sociologie engagée et décryptages très ouverts des volontarismes, tant idéologiques que politiques, qui ont scandé la naissance des classes moyennes. Il ne s'agira pas ici, l'on s'en doute, de plaider pour le retour à des orthodoxies chahutées par l'histoire récente, encore moins – dans un acte de fausse « rebellitude » à la mode – de donner dans des hétérodoxies impuissantes, mais tout simplement, à partir d'une compréhension dynamique de notre passé et de notre présent, de faire surgir quelques petites lumières vacillantes capables d'éclairer un futur à visage humain aux antipodes de la *doxa* libérale – du moins dans ses versions radicales – et de la résurgence d'un gauchisme post-moderne, attaché à détruire tous les enracinements communautaires^[22] porteurs de solidarités concrètes et historiques.

[22] La notion de « communauté » telle que nous l'entendons ici s'enracine dans les problématiques du personnalisme – notamment celui de son fondateur Emmanuel Mounier – et n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec ce que l'on dénonce actuellement, à juste titre, sous le terme de « communautarisme ».









CHAPITRE 1

UNE ÉMERGENCE LENTE... ENTRE SPONTANÉITÉ ET VOLONTARISME



Une émergence lente... entre spontanéité et volontarisme

Pendant longtemps, sous l'influence d'une vision du monde d'essence marxiste, la sociologie française dominante, différente en cela des approches moins dogmatiques de ses consœurs européennes, aura privilégié une démarche faussement dialectique réduisant la fameuse « question sociale » à un affrontement sans concession, indépassable, entre une bourgeoisie capitaliste voulant « geler » l'histoire à son profit et un prolétariat porteur, presque à « l'insu de son plein gré », d'une espérance messianique incoercible^[23].

Un réductionnisme délétère

Dans ce schéma pour le moins simpliste, adossé à un réductionnisme idéologique plus que contestable, aveugle quant aux frémissements du réel social et de ses contradictions créatrices, les « couches sociales

[23] Dans le *Manifeste du Parti Communiste* de 1848 ne lit-on point ces phrases se passant de tout commentaire : « L'histoire de la société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes... Le trait distinctif de notre époque est d'avoir simplifié les antagonismes de classe. La société se divise de plus en plus en deux vastes ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées, la bourgeoisie et le prolétariat. » ?

Chapitre 1

intermédiaires » auront toujours paru vouées à une sorte de dépérissement automatique, sous la pression d'une concentration capitaliste les paupérisant inéluctablement et les faisant rejoindre, avec réticence, le flot sans cesse montant de l'angoissante « armée de réserve industrielle ».

Pour dire les choses sans détour, dans cette interprétation – fallacieuse à plus d'un titre – des retombées sociales, sociétales et économiques de la *Révolution industrielle* née sur les ruines de la « société d'ordres » d'Ancien Régime, ce qui était mis en avant, de façon obsessionnelle, c'était une guerre de classes radicale, œuvrant mécaniquement à une fin de l'histoire assimilée au passage du *règne de la nécessité à celui de la liberté*^[24], où le petit bourgeois, ancêtre des classes moyennes, ne pouvait être au mieux qu'un compagnon de route du peuple travailleur exploité, au pire un complice du grand capital... dans ses manœuvres pour ruiner tout espoir de changement social^[25].

Une critique frontale du règne de la « boutique »...

« *Petit bourgeois* » : sonnait comme une insulte suprême pour tous les publicistes, experts et littérateurs engagés dans le combat des idées dites « progressistes », cette expression – ou plutôt cette antienne dépréciative au possible – sera au cœur de tous les textes, plus ou moins inspirés, se voulant dénonciateurs des turpitudes – supposées – des premières classes moyennes non salariées^[26]. Elle traversera d'ailleurs les décennies presque intacte, toujours forte de son aura soi-disant subversive, puisque, en 1970, un écrivain prestigieux comme Roland Barthes trouvera le moyen, dans *Mythologies*, de faire du petit-bourgeois le symbole même d'un certain néant social, d'une essence humaine totalement aliénée... ou réifiée comme l'on disait à l'époque : « *Le petit-bourgeois est un homme impuissant à imaginer*

[24] Cette rhétorique est au cœur, par exemple, du texte de Lénine intitulé *L'État et la Révolution*.

[25] « *L'emploi de ce mot-là pour désigner cette classe-là provient pour une bonne part de l'aire culturelle socialiste, principalement du vocabulaire marxiste ou marxisant. Selon Marx, l'individualisme et la concurrence entre eux qui animent les petit-bourgeois les excluent de toute possibilité de transformer la société dans un sens socialiste. Le prolétariat doit donc s'organiser en dehors et contre leur influence en son sein. Dans le peuple et ces mêmes milieux, on désignera volontiers la petite bourgeoisie par « la boutique » avec une moue méprisante...* », in *Offensive libertaire*, trimestriel de tonalité anarcho-communiste, n°35, septembre 2012.

[26] Par classes moyennes non salariées, nous entendons celles qui, parfois baptisées d'indépendantes, sont prioritairement représentées par les petits patrons, les petits et moyens commerçants, certaines professions libérales...



Une émergence lente... entre spontanéité et volontarisme

l'autre. Si l'autre se présente à sa vue, le petit-bourgeois s'aveugle, l'ignore et le nie, ou bien il le transforme en lui-même. Dans l'univers petit-bourgeois, tous les faits de confrontation sont des faits réverbérants, tout Autre est réduit au même. »

... qui perdure par les temps qui courent

Avec le recul du temps, il n'est évidemment pas interdit d'esquisser un sourire face à une telle rhétorique spécieuse fleurant bon la synthèse douteuse entre un marxisme très daté et un romantisme mal digéré, d'éprouver quelque malaise face à une prose semblant – c'est un euphémisme ! – faire bon marché de la réalité sociale, de sa complexité vivante^[27]. Mais la moue grimaçante, dédaigneuse, est-elle une posture suffisante lorsque de lointains épigones de Roland Barthes croient bon, sans aucune retenue et avec infiniment moins de talent, de clouer au pilori « *la beaufterie* » du peuple dans des organes de presse dédiés à un *Establishment* souvent boboisé... ou de dénoncer la duplicité intrinsèque des classes moyennes^[28] ?

Allemagne wilhelmienne : une sociologie « inventive » et réaliste...

Il reste que la spontanéité de l'histoire, aux XIX^e et XX^e siècles, se moquant comme de sa première guigne de ce carcan idéologique destiné à légitimer un affrontement de classe sans échappatoire, ne se privera pas, certes dans la contradiction subtile et la confusion intellectuelle, « d'accoucher » d'un système de « classes » diversifié à l'extrême, organisé autour de lignes de forces économique-sociales souvent difficiles à appréhender correctement, se reconfigurant sans cesse sous les effets conjugués de l'évolution de la

[27] À peu près à la même époque, le cinéaste italien Mario Monicelli, surtout connu pour son étonnante pochade *Les pigeons*, nous plongera avec *Un bourgeois tout petit*, non sans une certaine délectation, dans un abîme de petitesse et de médiocrité.

[28] « *Un exemple de vision désespérante des classes moyennes – condescendance à l'égard du peuple, fascination pour la bourgeoisie, intéressement foncier à la survie de l'ordre capitaliste – sur laquelle débouche une conception inspirée par Pierre Bourdieu.* » Alain Accardo, « Le double jeu des classes moyennes », *Le Monde diplomatique*, décembre 2002, in *Le retour des classes sociales*, sous la direction de Paul Bouffartigue, La Dispute, mai 2004.





Chapitre 1

logique marchande, de la « guerre des idées », sans parler de la prégnance de choix politiques au volontarisme affirmé.

En termes purement sociologiques – si tant est que la sociologie puisse jamais s’émanciper de tout regard, fût-il intelligent, idéologique –, ce sont les sciences humaines germaniques qui auront sans doute les premières porté le fer sur un terrain où le marxisme orthodoxe donnait l’impression d’être, à vue humaine, quasiment indéboulonnable. Dans une réflexion stimulante sur « *la déstabilisation des classes moyennes* », Louis Chauvel, professeur à Sciences Po Paris, a bien saisi ce qui se jouait, en termes d’innovation sociale, dans une Allemagne wilhelmienne où se nouaient, en une séquence historique tumultueuse, montée en puissance d’un État centralisé, émergence d’une bureaucratie élaborée... et enracinement d’un paysage social nouveau marqué par la naissance de couches moyennes déjà modernes, au sens meilleur du terme, par les stratifications internes qui les structuraient décisivement⁽²⁹⁾.

Un décryptage d’une « stupéfiante modernité »⁽³⁰⁾...

C’est à n’en pas douter à un Gustav Schmoller que l’on doit l’esquisse brillante, convaincante, d’une typologie moderne de la notion de classe moyenne – ou plus exactement de classes moyennes – où sont décrites, avec une perception aiguë de la dynamique sociale en cours, les nouveaux regroupements de classe faisant voler en éclats des représentations sociales devenues, au fil des temps, totalement archaïques. Ce sociologue hors pair ne se contente pas, en effet, de montrer que la classe moyenne *en soi* n’existe pas puisqu’elle est profondément divisée entre un pôle supérieur⁽³¹⁾ et un pôle intermédiaire⁽³²⁾, il pointe aussi – et cet aspect est, à l’évidence, le plus novateur –, l’émergence, à côté de l’ancienne classe

[29] Louis Chauvel, dans le même texte, note avec beaucoup de pertinence : « *Il en a résulté au sein même de la social-démocratie allemande un débat sur la justesse ou l’inexactitude de la prophétie marxiste orthodoxe en termes de paupérisation absolue ou de prolétarianisation de la classe moyenne, point qu’Edouard Bernstein (1899) fut l’un des premiers à systématiser politiquement* ».

[30] La formule, d’une grande justesse, est de Louis Chauvel, *op. cit.*

[31] Pour Schmoller, cette *Obere Mittelstand* est relativement proche de la haute bourgeoisie, ce qui est sans doute contestable sur bien des points.

[32] Cette *Untere Mittelstand*, selon cet auteur, ne serait pas loin d’un *certain* cousinage avec *certaines* fractions de la classe ouvrière.





Une émergence lente... entre spontanéité et volontarisme

moyenne^[33], d'une classe moyenne nouvelle s'originant dans l'essor rapide d'un salariat qualifié lié à la révolution technique et à l'expansion des services et de la grande bureaucratie publique.

Un premier « compromis jacobin »... ?

L'intérêt de cette description fouillée d'un paysage social éclaté, mouvant – une description en grande partie *avant-gardiste* puisque l'on n'en était alors qu'aux prodromes de ce qui allait devenir le cœur même de nos sociétés occidentales développées^[34] – résidait dans le fait que, en creux en quelque sorte, elle posait déjà l'une des grandes questions idéologiques qui allaient, très vite, dans un hourvari d'analyses plus « déjantées » les unes que les autres, structurer l'imaginaire collectif : que faire, en tous les sens du terme, de l'irruption de cette nouveauté sociologique dynamitant toutes les conceptions établies et les équilibres politiques si péniblement acquis ?

La réponse n'allant pas de soi en un temps où les désormais obsolètes approches de la configuration sociale... tenaient pourtant encore le haut du pavé, ce sont, en France plus particulièrement, les courants républicains « modérés », alliant claire inscription dans le camp progressiste et refus d'une césure existentielle entre le capital et le travail, recherchant une « troisième voie » entre la lutte sociale débridée et le conservatisme compassé, qui vont, peu à peu, se faire les chantres d'un front classes populaires/classes moyennes, que Gramsci, le théoricien et fondateur du Parti Communiste Italien, théoriserait plus tard sous le vocable de « bloc jacobin »^[35]. L'historien Roger Martelli^[36], dans une réflexion récente sur « *Les gauches, les classes populaires et les classes moyennes* »^[37] rend bien compte de ce tournant stratégique... qui tentera désespérément – et, le plus souvent, dans les affres de contradictions difficiles à transcender – de se pérenniser, sous des visages différents, dans les décennies suivantes : « *Le premier radicalisme et, surtout, le socialisme ont raccordé une part de*

[33] Pour l'essentiel, paysans, artisans et commerçants.

[34] Avec sa démarche d'une étonnante fécondité, ce sociologue visionnaire anticipait, comme le souligne Louis Chauvel, les grandes œuvres qui allaient suivre en la matière : celles de Lederer et Geiger, sans oublier le texte emblématique de Mills sur les « *White collars* » de 1951.

[35] Il serait sans doute plus juste d'évoquer un « premier compromis jacobin ».

[36] Roger Martelli est l'une des figures les plus éminentes du courant des « Refondateurs communistes ».

[37] Martelli Roger, « Les gauches, les classes populaires et les classes moyennes », in *Le retour des classes sociales, Inégalités, dominations, conflits*, sous la direction de Paul Bouffartigue, La Dispute, avril 2004.



Chapitre 1

l'expérience ouvrière, la République et la gauche politique... En fait, si l'hégémonie radicale a implanté en France les contours de ce que Gramsci appelait le « bloc jacobin » – l'alliance des classes populaires et des classes moyennes – elle l'a fait dans un équilibre nettement en faveur des couches moyennes traditionnelles, celle de la petite et moyenne propriété. »^[38]

Rousseau, un précurseur de la classe moyenne ?

S'il est bien vrai que, la plupart du temps, la mouvance radicale, dans toutes ses sensibilités, éprouvera quelques difficultés à saisir tous les enjeux – tant idéologiques que platement stratégiques – se greffant sur le poids de plus en plus prégnant des couches moyennes, tant anciennes que nouvelles, on ne peut nier qu'elle ait été porteuse, par ailleurs, d'une réflexion républicaine de qualité... retrouvant parfois, certes accordée au goût du jour, la philosophie fondatrice de ses ancêtres pré-républicains de l'Ère des Lumières^[39].

Les années précédant la *Grande Révolution* auront vu, en effet, à côté d'une mouvance libérale exerçant une forte hégémonie dans le champ culturel, s'enraciner un courant républicain affichant une méfiance tout à la fois instinctive et raisonnée à l'égard de la vision du monde « économiste » véhiculée par les physiocrates ; une vision du monde matérialiste donnant un rôle central, dans le fonctionnement du marché, à « l'égoïsme » et à la finance.

Le représentant le plus emblématique de cette famille de pensée bataillant ferme contre les sophismes délétères des premiers libéraux sera Rousseau, dont l'œuvre, dans nombre de ses aspects, s'efforcera de réduire à néant, ou en tout cas de déconstruire, la « pensée unique » de l'époque. Celui-ci ne se contentera pas de fustiger, en des termes déjà modernes au meilleur sens du terme, l'impérialisme malfaisant de la finance^[40], il mettra surtout en avant une conception de l'ordonnement social... faisant déjà référence, sans le savoir, à ce que pourrait être une société s'articulant

[38] Roger Martelli, page 250, *op. cit.*

[39] Cf. le très bon livre de Jacques de Saint Victor paru en avril 2007 chez Perrin, *Les racines de la liberté, Le débat français oublié (1689/1789)*.

[40] « Je regarde les finances comme la graisse du corps politique qui, s'engorgeant dans certains réseaux musculaires, surcharge le corps d'un embonpoint inutile et le rend plutôt lourd que fort. », Projet de constitution pour la Corse, page 930.



Une émergence lente... entre spontanéité et volontarisme

décisivement autour d'une couche sociale pivot, intermédiaire, tenant à égale distance, dans son idéologie comme dans sa pratique, la ploutocratie⁽⁴¹⁾ prédatrice et un *lumpenprolétariat*⁽⁴²⁾ manipulé.

Que comprendre d'autre lorsque l'on lit ces phrases... pouvant constituer, à l'évidence, un repère conceptuel précieux pour asseoir une politique volontariste de constitution d'une solide classe moyenne, pour enraciner un programme démocratique de promotion d'un certain type humain ordonné à l'expression du bien commun : « *Que nul citoyen ne soit assez opulent pour pouvoir en acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre [...] Ne souffrez ni des gens opulents ni des gueux. Ces deux états, naturellement inséparables, sont également funestes au bien commun.* »⁽⁴³⁾ ?

Les « couches nouvelles », des piliers du régime républicain ?

Peut-on dire que ce souci d'une structure sociale faisant une place stratégique à un corps citoyen médian échappant à l'opposition binaire *dominants/dominés* aura connu un début de réalisation sous la Troisième République, comme le soutient, après tant d'autres, Bernard Friot dans son dernier ouvrage⁽⁴⁴⁾ sur le rôle de la « cotisation salariale » dans la construction de notre pacte social contemporain ? En partie, oui, puisque le réformisme politique et social⁽⁴⁵⁾ sera, dans l'entre-deux-guerres, chez les radicaux notamment, le vecteur d'une alliance de classe offensive faisant la part belle à la défense des « petits » contre les « gros », sur fond d'idéologie méritocratique élevée au rang d'un dogme fondateur.⁽⁴⁶⁾

[41] Ploutocratie : « *gouvernement par les plus fortunés* » [définition du Petit Robert].

[42] *Lumpenprolétariat* : « *terme marxiste désignant la partie du prolétariat constituée par ceux qui ne disposent d'aucune ressource et caractérisée par l'absence de conscience de classe* » [définition du Larousse].

[43] *Du contrat social*, Livre II, chapitre XI.

[44] Friot Bernard, *Puissances du salariat*, La Dispute, Nouvelle édition augmentée, septembre 2012, pages 124/125.

[45] Tartakowsky Danielle, « Radicalisme et réformisme politique dans La France de l'entre-deux-guerres », *Cahier d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, 1980, pages 121/133.

[46] « *La protection de l'égalité des chances par la lutte contre les privilèges de naissance et de fortune constitue l'un des fers de lance des revendications des classes moyennes indépendantes. Profondément attachés à l'idéal de promotion sociale via l'école, les indépendants sont les premiers défenseurs du système méritocratique, auquel ils pensent devoir un statut social toujours menacé.* », Zalc Claire, « Le petit commerce », in *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, novembre 2012, pages 489/490.



Années trente : le temps de tous les dangers ?

Cette alliance fondatrice sera d'ailleurs mise à rude épreuve lors de la grande crise des années 1930, notamment, dans un pays comme la France, au moment de la séquence historique appelée *Front Populaire*. Maniant un peu légèrement l'art de la césure idéologique faisant sens, dévoilant les ressorts cachés du combat des classes moyennes, nombre d'analystes expéditifs n'ont pas manqué de pointer les dérives d'un positionnement politique qui, face aux « événements », comme l'on disait pudiquement à l'époque, aurait flirté avec une « droitisation » aux relents, paraît-il, fascisants. D'aucuns, allant encore plus loin, ont même voulu voir, dans certaines attitudes – pas toujours mesurées ni claires en effet – des représentants officiels des classes moyennes de ce temps-là, la preuve suréminente que celles-ci, toute honte bue, auraient basculé dans une philosophie xénophobe, populiste, très éloignée des canons du républicanisme de naguère. Bref, pour reprendre la curieuse expression de Massimo Gaggi et d'Edoardo Narduzzi^[47], les classes moyennes, renonçant à leur démarche émancipatrice et à un « front de classe de type progressiste », seraient-elles devenues, durant ces années saturées de tensions contradictoires, le vecteur d'une forme modernisée de « contre-révolution » ?

Un changement de cap... dans l'orbite républicaine

L'honnêteté intellectuelle – et aussi, bien entendu, le matériau historiographique parfois considérable accumulé au cours des dernières années – commande de reconnaître que la vision manichéenne et intéressée d'un « monde social moyen » se précipitant tout à trac dans les bras des démagogues du fascisme relève pour le moins d'un simplisme inopérant, pour ne pas dire... d'une erreur d'interprétation étonnante à plus d'un titre.

Certes, nul ne disconvient que, confrontés à une crise sociale et économique majeure, les chefs de file des classes moyennes aient parfois donné dans un langage aux harmoniques proches d'une sorte de « défensisme » identitaire assez peu favorable à certaines revendications

[47] Ceux-ci évoquent, à la page 17 de leur livre *La fin des classes moyennes* paru chez Liana Levi, « le poids politique d'une classe contre-révolutionnaire ».



Une émergence lente... entre spontanéité et volontarisme

ouvrières. Certes, il est indéniable que, à partir de l'automne 1936, la plupart des groupes et fractions socio-professionnels constituant les classes moyennes, se sentent déstabilisés, menacés dans leur existence même par une conflictualité sociale radicale les mettant en porte-à-faux. Mais ce changement de registre, notamment idéologique, ne peut être compris, sauf à verser dans un réductionnisme contre-productif, comme un ralliement pur et simple aux thématiques d'un pré-fascisme à la française. S'il est bien vrai qu'après l'idylle de la période électorale – une idylle qui avait vu une fraction significative des classes moyennes adhérer au programme de compromis du *Rassemblement populaire*⁽⁴⁸⁾ –, nombre de membres des couches moyennes prennent leurs distances avec le pouvoir socialiste, on ne saurait pourtant assimiler cette désaffection rampante et réelle à une remise en cause radicale de la culture politique républicaine dominante. Jean Ruhlmann⁽⁴⁹⁾ est sans doute proche de la vérité historique lorsqu'il écrit, s'interrogeant finement sur ces évolutions stratégiques et conceptuelles ambiguës : « *Le comportement des mouvements de défense des classes moyennes vient se situer dans le prolongement du constat de la faible prise du fascisme en France. En effet, dans nos mouvements le discours anticapitaliste et anticommuniste ainsi que la dénonciation des tares du système parlementaire font bon ménage avec l'exaltation des figures et de l'héritage révolutionnaires, la vulgarisation des idées des Lumières, un idéal social jacobino-solidariste et un pacifisme totalement dépourvu d'allusion à la "guerre juive".* »

L'apport idéologique des « non-conformistes »...

Il reste que cet idéal *jacobino-solidariste* – un idéal articulant plus ou moins harmonieusement sens profond de la justice sociale et défense bec et ongles d'un véritable libéralisme politique – se trouvera, en partie, redéfini selon les lignes de force d'un discours non-conformiste s'essayant à transcender les clivages dominants de l'époque, s'efforçant d'opérer, par le haut, une synthèse offensive entre les valeurs dites de « droite » et celles présentées comme de « gauche », le tout sur fond de critique tous azimuts du matérialisme.

[48] Ce compromis s'était articulé autour d'une mystique du Tiers-État mêlant classes moyennes et ouvriers, soutenant un programme de « reflation ».

[49] Ruhlmann Jean, « L'identité et la défense des classes moyennes françaises du Front populaire à la seconde guerre mondiale », Thèse de doctorat, janvier 1995.



Chapitre 1

Est-ce vraiment un hasard si, dans ce contexte idéologique particulier, ce sont certains chrétiens sociaux – notamment du côté catholique – qui vont animer, à partir d'un ancrage dans le milieu des ingénieurs par exemple, une réflexion « sophistiquée » visant à faire émerger une problématique nouvelle de la notion de classe moyenne ? S'enracinant le plus souvent dans une thématique philosophique d'essence personaliste récusant, d'un même mouvement critique et fondateur, les dérives du capitalisme libéral et le collectivisme^[50], cette démarche « révolutionnaire » cherchera à faire surgir le visage d'une classe moyenne dynamique, moderne, capable, par son arbitrage naturel, d'enrayer le syndrome de guerre civile latente lié à la lutte des classes opposant les possédants et les déshérités. Le père Desqueyrat, chantre de ce positionnement fondé sur une approche ternaire de la vie sociale, pourra ainsi écrire, reflétant à merveille la conception du monde irriguant, pour le pire comme pour le meilleur, le milieu des « non-conformistes » des années trente : « *Un pays où les idéologies et les intérêts de deux classes rivales opposées se heurtent constamment sans qu'une troisième classe ne soit en mesure d'imposer un arbitrage est dans un état latent de guerre civile, état qui s'achève toujours par la dictature de l'un ou de l'autre* »^[51].

Capital « culturel » contre capital « économique » ?

Pour révélatrices qu'elles soient d'une tentative – pas toujours couronnée de succès, d'ailleurs, au plan conceptuel – de s'extraire de la gangue de la dialectique marxienne, ces analyses ne sauraient cependant détourner notre regard de ce qui fut sans doute l'apport le plus original de cette famille de pensée... souvent divisée sur elle-même : l'esquisse d'une nouvelle sociologie « engagée » de l'idée de classe moyenne faisant la part belle à de nouvelles compétences professionnelles « montantes » comme celles des ingénieurs, ou plus généralement des cadres. Une fois n'est pas coutume, on ne peut que suivre Luc Boltanski lorsqu'il soutient dans un texte par ailleurs saturé d'idéologie – bourdieusienne en l'occurrence – que c'est à

[50] En 1935, signe des temps, l'écrivain catholique Daniel-Rops, dans une conférence prononcée devant les ingénieurs de l'*USIC*, s'attache à dégager les grandes lignes d'un programme de troisième voie opposé à la fois au « communisme russe » et au « fordisme américain ».

[51] Desqueyrat André, *Classes moyennes françaises : crise, programme, organisation*, Paris, Spes, 1939, page 37.



Une émergence lente... entre spontanéité et volontarisme

l'évidence à cette époque que l'on assiste à la naissance d'une vision sociale atypique, cohérente, ayant pour fonction de légitimer la revendication – subversive à bien des égards – « *des techniciens et directeurs aspirant à substituer le pouvoir de la compétence à l'incompétence des héritiers* »^[52].

« Salarial intermédiaire » : une révolution copernicienne ?

La montée en puissance de ces couches nouvelles – que certains sociologues iront, plus tard, interroger sous le terme générique de « *salarial intermédiaire* »^[53] – sera au centre, au plan qualitatif comme au plan quantitatif, du basculement copernicien que connaîtra la France au lendemain de la seconde guerre mondiale : les *Trente Glorieuses* et leurs avancées sociales historiques, sur fond de conflictualité auto-limitée et de pacte productif redistribuant, via le bouclage fordiste dominant, les gains de productivité. Elle innovera aussi – et cela est moins connu – les tensions « pré-révolutionnaires » qui, à l'aurore d'un Mai 1968 encore à décrypter, feront de la question des « nouvelles couches salariées » et de leur malaise existentiel^[54] le cœur d'un discours « autogestionnaire », syndical ou pas, faisant prévaloir, du moins en partie, la fameuse « critique artiste » sur la « critique sociale ».

[52] Boltanski Luc, « Taxinomies sociales et lutte de classes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Volume 29, septembre 1979, page 95.

[53] Cf. Bouffartigues Paul, « Le salarial intermédiaire sous tensions », in *Le retour des classes sociales*, *op. cit.*

[54] On pense ici, bien sûr, au texte emblématique et aujourd'hui bien oublié de Serge Mallet intitulé *La nouvelle classe ouvrière*.







CHAPITRE 2

TRENTE GLORIEUSES : L'ÂGE D'OR DES « CLASSES MOYENNES » ?



Trente Glorieuses : l'âge d'or des « classes moyennes » ?

S'il est un moment historique qui, encore aujourd'hui, est l'objet d'interprétations saturées d'enthousiasmes naïfs, voire de fantasmes nostalgiques, c'est bien celui dit des *Trente Glorieuses*, époque au cours de laquelle, pour le pire comme pour le meilleur, furent posés les fondements – paradigmatiques à bien des égards – de ce qui constitue toujours le socle quasi anthropologique de notre modernité sociale nationale.

L'ère du compromis fordiste triomphant

S'enracinant dans une continuité de valeurs et d'analyses politiques^[55], s'adossant à un compromis politique né du programme de la *Résistance*^[56], cette séquence particulière – dont certains voudraient désormais, en un

[55] Il serait intéressant - mais ce n'est point l'objet de notre problématique centrale - de décrypter sans œillères le *continuum* idéologique (et aussi pratique bien sûr) qui est au cœur de séquences historiques pourtant d'apparence contrastées, comme celles de la fin de la III^e république, de Vichy... ou du pacte social de progrès issu de la Résistance.

[56] Nous voulons parler ici du fameux programme du CNR (Conseil national de la Résistance), dont la démarche fondée sur la recherche d'un réformisme de type national, « par en haut », apparaît aujourd'hui, pour certains économistes d'inspiration libérale, comme une sorte d'incongruité.

Chapitre 2

geste iconoclaste, effacer jusqu'à la mémoire^[57] – vit en effet la France, sur fond de philosophie progressiste magnifiée, s'engager sur la voie de la construction d'un modèle conjuguant habilement productivité et justice sociale, organisation du travail fordiste assumée et stabilité salariale exceptionnelle.

Ce modèle qui, par les temps qui courent, ne cesse d'exciter, dans une dialectique franco-française désuète, l'ire des uns^[58] et le passésisme des autres^[59], ne se serait sans doute point enraciné avec autant de radicalité intégratrice... s'il n'avait pas été porté littéralement à bout de bras par une logique de l'égalité et de la mobilité sociale dont on a peine, en ce début de XXI^e siècle, à mesurer la dimension subversive et créatrice.

Un paradigme aux antipodes de « l'égalitarisme » pur...

Il convient toutefois, avec réalisme et souci de la vérité historique, de bien replacer cette logique dans son contexte idéologique et social... si l'on veut éviter de se laisser aller à de grossiers contresens, sources d'une mélancolie presque pathologique, en tout cas désormais hors de propos. Les trente années (1945/1975) où la France, sur fond d'affrontement politique auto-régulé, bascula dans une « *autre* » histoire sociale ne furent point celles d'un égalitarisme forcené, encore moins celles d'une forme nouvelle de dépérissement du rapport marchand et capitaliste traditionnel^[60], mais bien plutôt celles de la recherche – jamais achevée d'une certaine manière – d'un équilibre tout à la fois instable et stable offrant à chacun, *via* la démocratisation scolaire notamment, la possibilité d'une mobilité volontaire et naturellement, organiquement, si l'on ose dire, « sécurisée ».

[57] Cf. Les propos, répétés à plusieurs reprises, d'un Denis Kessler, chantre d'un bouleversement radical des logiques de solidarité héritées de la Libération... après avoir été, comme tant d'autres, un maoïste aussi fervent qu'irresponsable.

[58] Certains économistes, certes ralliés à la *Vulgate* ultra-libérale, ne se privent pas de fustiger ce qu'ils appellent les « Trente Piteuses ».

[59] Curieusement, en effet, certaines fractions – et parmi les plus radicales – du camp progressiste n'en finissent plus d'exalter un modèle... qu'elles dénigraient férocement à la fin des années 1960.

[60] « *Le contexte économique et social avec la pénurie qui dure jusqu'à la fin des années 1920, les tâches immenses de la reconstruction, achève de faire comprendre la place centrale qu'occupe l'État dans le programme du Conseil national de la Résistance. La Libération, s'appuyant sur une tradition française, établit en somme un capitalisme encadré par un dirigisme d'État* », Bergougnoux Alain, « À quoi sert aujourd'hui la référence à 1936 et à la Libération ? », in *Les politiques économiques de la gauche en France*, Actes du colloque de la fondation Gabriel Péri, juin 2012.



Un nouveau type de « dirigisme » d'État ?

Dans la courte parenthèse des *Trente Glorieuses*, grâce plus particulièrement à une redistribution systématique, pour ne pas dire systémique, des gains de productivité et à un système performant, rigide, de conventions collectives, l'on s'efforce de « planifier » – au sens propre et imagé du terme – l'accès à la même structure de consommation de la plupart des salariés français, sans pour autant jouer la carte de la déstabilisation des hiérarchies salariales établies. Alain Lipietz avait donc raison de noter, il y a quelques années de cela, dans un livre qui fit quelque bruit : « *La hiérarchie des salaires est en effet rigidement corsetée par les conventions collectives : classes aisées, classes moyennes, classes populaires accèdent à une même structure de consommation, qui s'élève selon des trajectoires décalées dans le temps mais semblables. Le mode de vie de l'ingénieur précède de quelques années celui du technicien, celui-ci éclaire l'avenir de l'ouvrier professionnel, qui montre le chemin à l'OS⁽⁶¹⁾. Si l'on veut une autre image, la société est emportée par un escalier mécanique où les distances sociales restent stables mais où tout le monde s'élève.* »⁽⁶²⁾

« Moyennisation » : mythe ou réalité ?

La mise sur orbite de cette puissante démarche d'homogénéisation des conditions de vie et des pratiques sociales – une démarche portée sur les fonts baptismaux au début des années 1950 et encore vivace au milieu de la décennie 70 – débouchera assez vite, pour décrire de façon percutante cette configuration économique-sociale inédite, sur l'étonnante image de la montgolfière. Selon Marie-Hélène Bacqué et Stéphanie Vermeersch, « *la montgolfière est ventrue : on y compte peu de riches, peu de pauvres et beaucoup de moyens. Elle s'élève régulièrement : les conventions collectives enserrant la hiérarchie des salaires qui augmentent ainsi tout en gardant les distances qui les séparent respectivement. Le nombre d'individus, essentiellement des salariés, dont le revenu est proche du revenu médian, augmente, permettant ainsi que se réduisent les écarts*

[61] Ouvrier spécialisé.

[62] Lipietz Alain, *La société en sablier, Le partage du travail contre la déchirure sociale*, La Découverte, septembre 1996, pages 24/25.



Chapitre 2

entre les modes de vie en généralisant l'accès à la société de consommation. »^[63]

Le barbecue, un « rite » porteur de sens ?

On comprend mieux, dans ces conditions, qu'ait pu naître, comme corollaire idéologique et sociologique immédiat de ces données matérielles brutes, la thèse d'une « moyennisation » de l'espace social français ; une « moyennisation » n'impliquant toutefois pas une standardisation totale, extrême, des attitudes sociales dominantes, surtout celles relevant du domaine privé et festif. Chacun sait qu'un Henri Mendras s'est rendu célèbre en son temps en essayant de définir, le plus précisément possible, à partir de l'exemple emblématique de la cérémonie dite du barbecue, ce qu'il entendait par « moyennisation » : *« Du haut en bas de l'échelle sociale, le rite est le même : au bord de la piscine de la luxueuse villa de la Côte d'Azur comme dans le pavillon de banlieue, sur la pelouse de la résidence secondaire ou dans la cour de la ferme voisine. Le barbecue lui-même peut être riche et élégant, bâti avec une cheminée ou en fer forgé, mais il peut aussi être bricolé dans une jante de camion. Ce qui illustre à la fois l'universalité du rite dans l'ensemble de la société et l'extraordinaire variété des façons de l'accomplir. »*^[64]

Une « révolution culturelle » rampante ?

Venant corroborer cette approche d'Henri Mendras, l'irruption, à la fin des années 50, de la télévision – ces « *étranges lucarnes* » persiflées gentiment par le Général De Gaulle – allait contribuer, dans la même veine, à la naissance d'une nouvelle opinion publique désormais psychologiquement décroisée, avide de changement au plan des mœurs, découvrant, au travers de curieuses « agoras » privées^[65], le village-monde.

[63] Bacqué Marie-Hélène, Vermeersch Stéphanie, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Les Éditions de l'Atelier, octobre 2007, page 25.

[64] Mendras Henri (direction), *La sagesse et le désordre, France 1980*, Gallimard, 1994.

[65] On a peine aujourd'hui à imaginer le véritable choc existentiel que fut « l'arrivée », dans les foyers, de la télévision et de l'impact décisivement culturel qui fut le sien, dans la mesure où elle permit, de manière « privative » certes, de rassembler des individus jusque-là repliés sur eux-mêmes, enfermés dans une histoire immobile... et « provinciale ».



Trente Glorieuses : l'âge d'or des « classes moyennes » ?

Un nouveau sentiment d'appartenance...

Entre d'autres termes, la France de l'époque semblait s'acheminer peu à peu – nonobstant parfois quelques coups de grisou sociaux... vite éteints – vers un nouveau modèle social et sociétal fondé, en partie du moins, sur l'extension presque indéfinie de produits et d'objets nouveaux capables de donner son « *identité sociale unique* »⁽⁶⁶⁾ aux classes moyennes montantes. Massimo Gaggi et Edoardo Narduzzi décrivent finement cette véritable « révolution culturelle » rampante lorsqu'ils notent : « *Ces objets sont aujourd'hui analysés et acceptés ou écartés en fonction de goûts en constante évolution, mais à l'époque le consommateur les achetait sans discuter : ils représentaient les pierres angulaires d'une sorte d'archétype de la famille moyenne qui obtenait le droit d'appartenance à la classe du milieu justement parce qu'elle avait réussi à acquérir et à exhiber les nouveaux produits de l'industrialisation généralisée.* »⁽⁶⁷⁾

Le temps béni des nouvelles couches moyennes salariées...

Mais quelles étaient donc ces classes ou couches moyennes aspirant de toutes leurs forces à un statut stable et libéré de toute précarité, désireuses d'une reconnaissance sociale inédite axée – pas uniquement certes – sur la possession de biens jusqu'alors réservés à une mince élite ? Comment expliquer que certaine vision « prolétarienne », misérabiliste, ait pu garder tout son pouvoir d'attraction dans le champ de la théorie marxiste dominante⁽⁶⁸⁾, alors même que le mouvement intime de la société en démentait, de jour en jour, la pertinence ? Souvent « snobé », voire cruellement dénigré par une sociologie prompt à enfourcher les chevaux de bataille d'une logique naïve de lutte de classe, le salariat baptisé parfois « d'intermédiaire »⁽⁶⁹⁾ ne fut-il point, tout au contraire, le passeur, dans ses différentes fractions, d'un nouvel esprit démocratique ?

(66) Gaggi Massimo, Narduzzi Edoardo, *op. cit.*, page 16.

(67) Gaggi Massimo, Narduzzi Edoardo, *op. cit.*, page 16.

(68) On fait ici allusion aux étranges campagnes du Parti Communiste français de l'époque s'appliquant à montrer – évidemment sans succès – la paupérisation « absolue » de la classe ouvrière !

(69) Bouffartigue Paul, *Le salariat intermédiaire sous tensions*, *op. cit.*, page 115.





Chapitre 2

Il suffit de se pencher, même de façon très cursive, sur les statistiques disponibles concernant l'évolution des catégories socio-professionnelles durant, par exemple, la période 1954/1982⁽⁷⁰⁾ pour saisir, presque physiquement, le décentrement spectaculaire de l'histoire sociale française. Là où, à la fin de la Troisième République, le secteur primaire restait prépondérant, où le « petit commerce » et les notabilités provinciales constituaient encore le gros des troupes des classes moyennes⁽⁷¹⁾, s'affirme désormais le paysage d'une nation résolument moderne, en mouvement perpétuel, donnant une place centrale – stratégique irons-nous jusqu'à dire – à un type de salariat nouveau lié, pour une grande part, à l'expansion presque exponentielle des fonctions d'expertise et d'encadrement et à l'approfondissement du rôle de l'État Providence. Sans bien entendu disparaître pour autant, les groupes ou catégories ayant été au cœur de la première révolution industrielle s'effacent, se marginalisent étrangement⁽⁷²⁾ devant la poussée tumultueuse de métiers jadis inconnus... ou minoritaires.

Le triomphe du salariat qualifié, ou la compétence au pouvoir...

Il est frappant de constater combien à l'explosion – à peine imaginable à bien des égards – de la catégorie des « *professeurs et des professions scientifiques* »⁽⁷³⁾, s'oppose la stagnation des postes de contremaîtres, les ingénieurs, dans le champ des cadres, se caractérisant, quant à eux, par un bond en avant exceptionnel⁽⁷⁴⁾. Mais cette salarisation massive, souvent bâtie sur le modèle des « *professions corps d'État* »⁽⁷⁵⁾, n'eût sans doute point été

(70) Nous nous appuyons ici sur des statistiques de l'INSEE « produites » à partir des recensements de 1954, 1975 et 1982, selon l'ancienne nomenclature alors en usage.

(71) Même si, comme nous l'avons vu, commençait déjà à monter en puissance un nouveau type de classe moyenne ne devant rien – ou peu de choses – aux valeurs des anciennes couches moyennes dites « indépendantes » : les techniciens et experts, ingénieurs notamment, participant de la construction d'un nouvel ordre productif... qui connaîtra son acmé à la Libération.

(72) C'est ainsi que l'on peut noter l'effondrement – bien connu – du nombre d'agriculteurs exploitants – qui passe de 20,7 % de la population active à 6,2 % – et le recul conséquent des patrons de l'industrie et du commerce (12 à 7,4 %).

(73) Leur nombre, pendant cette séquence de référence, est quasiment multiplié par 6 !

(74) Leurs effectifs bondissent de 76 000 à 346 000.

(75) « *Dans un pays comme la France, c'est à partir du modèle des professions corps d'État que se sont construits la plupart des groupes professionnels qui relèvent aujourd'hui de la catégorie des cadres. On ne comprendrait pas le rôle du diplôme dans la hiérarchisation sociale du salariat, ou encore l'influence du modèle de l'emploi à statut et à carrière ascendante, jusque dans le secteur privé, si on oubliait cette donnée.* », Paul Bouffartigue, *op. cit.*





Trente Glorieuses : l'âge d'or des « classes moyennes » ?

l'historique changement de paradigme culturel que l'on se plaît à évoquer si elle n'avait pas ouvert, conquête après conquête, la voie à une entrée massive des femmes sur la marché du travail, comme le révèlent d'autres statistiques couvrant, selon une autre nomenclature, la période 1962/2002^[76]. Là aussi, les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans nombre de domaines, « *l'autre moitié de l'humanité* » tire son épingle du jeu, flirtant avec la parité dans les professions intermédiaires (47 %).

La crise d'une onde longue expansive

D'où vient-il alors que ce modèle – « progressiste » en diable ! – étant parvenu à faire consensus dans une population pourtant idéologiquement divisée sur elle-même, se soit trouvé l'objet de tant de contestations diffuses, contrastées, voire passablement contradictoires, lors même qu'il semblait invincible, voué à un avenir sans nuages ? Si la réponse à une telle question n'est guère univoque, encore moins, l'on s'en doute, conceptuellement claire, c'est qu'elle se situe nécessairement sur un terrain labouré par les fantasmes les plus récurrents et des affrontements idéologiques de grande ampleur jamais taris.

Sans donner pour autant dans une approche marxienne naïve, on est cependant bien obligé de constater – même si les études sérieuses sur le phénomène se comptent sur les doigts d'une main – que, dès le milieu des années 1960, le très admiré « bouclage fordiste » semble éprouver de réelles difficultés à s'auto-reproduire, traduisant par là-même l'entrée en décadence de l'onde longue expansive qui avait caractérisé l'immédiate après-guerre. Cette crise rampante est d'abord et avant tout celle de l'efficacité d'un capital^[77] qui, dès l'année 1965, connaît des ratés significatifs pour la simple et profonde raison que les salariés – plus particulièrement ceux capables de « négocier » en situation de force leur insertion dans les structures entrepreneuriales – paraissent enclins à une dissidence larvée, dans certains cas plus que virulente^[78], face à des directions d'entreprises cherchant à approfondir leurs pratiques étroitement tayloriennes^[79].

[76] Catégories socio-professionnelles de la population active (1962 : recensement ; 2002 : enquête Emploi).

[77] Le rapport produit/capital.

[78] Les années qui précèdent 1968 – et particulièrement l'année 1967 – sont émaillées de conflits assez durs, parfois violents, où se lit l'émergence d'un autre type de contestation.

[79] Cf. Gordon, Bowles, Weiskopf, *L'économie du gaspillage*, La Découverte, 1986.



Chapitre 2

« *On a toujours raison de se révolter* »^[80], ou l'entrée en scène de la « nouvelle classe ouvrière »...

C'est le moment historique – et pour une fois l'expression n'est point galvaudée – où certaines couches salariales, qu'elles soient d'origine ouvrière ou apparentées aux nouvelles classes moyennes salariées, osent briser le tabou d'un fordisme considéré comme intouchable, comme une sorte de « vache sacrée » impossible à déboulonner. *Contestation* : derrière ce vocable inédit, polysémique, qui fera bientôt fureur lors des grandes grèves de Mai 1968, ce qui se cachait, c'était peut-être surtout, par-delà des luttes – classiques – pour une revalorisation des bas salaires, une mise en question d'un modèle fordien rationalisé et hiérarchisé à l'extrême, faisant peu de place (c'est un euphémisme !) à la créativité de chacun, ignorant délibérément l'idée d'épanouissement dans le travail.

« *Changer la vie* » au travail, une utopie concrète ?

Comment, en ce sens, ne pas se sentir en pleine communion d'idées avec un Jacques Freyssinet lorsque, brocardant le désir d'un certain fordisme français de s'inscrire dans une sorte de « fin de l'histoire » hégélienne à visage étroitement capitaliste, il note avec une pertinence sans faille : « *Il convient de résister à l'idéalisation ex post. C'est bien à partir de l'analyse de cette période que sont nées les théories du dualisme ou de la segmentation du marché du travail. Ce sont bien le taylorisme et le fordisme qui ont engendré les conflits et les contestations du pouvoir dans l'entreprise.* »^[81] ?

L'irruption de nouvelles revendications « qualitatives »...

Sans pour autant – loin s'en faut ! – abandonner le terrain de la *critique sociale*, au sens historique et strict du terme, les fractions les plus avancées des nouvelles générations salariales commencent à mettre en avant des

[80] Slogan des maoïstes français – un slogan ornant bien des murs de Paris – donnant le ton d'une période marquant une rupture radicale par rapport aux combats auto-limités de la « séquence » keynésiano-fordiste.

[81] Freyssinet Jacques, « Emploi et chômage : peu de résultats, beaucoup de rapports », *Revue de l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES)*, numéro 18, printemps/été 1995, page 8.



Trente Glorieuses : l'âge d'or des « classes moyennes » ?

thématiques de contestation dites « qualitatives », qu'un Pierre Bourdieu théoriserait bientôt sous le terme générique de *critique artiste*^[82]. C'est le temps – émouvant et heureux diront certains – où la « nouvelle classe ouvrière » chère à un Serge Mallet^[83] monte à « l'assaut du ciel » dans des conflits emblématiques, parfois violents, où se lit le désir, pas toujours formulé dans des termes limpides, de disputer le pouvoir au patronat des *Trente Glorieuses*... sur le terrain dangereux et ambigu de la gestion alternative, de la participation à la prise de décision, voire d'un « contrôle ouvrier » proche de certaines thèses trotskystes connaissant alors une renaissance étrangement fulgurante.

Une nouvelle « querelle » sociale de type auto-gestionnaire

Dans ces luttes d'un type nouveau, où la dénonciation des « cadences infernales » voisine avec un souci subversif évident de dynamiter les pratiques d'un patronat souvent qualifié un peu vite de « droit divin », ce qui s'affirme, cherche à se frayer difficilement un chemin hors des sentiers bien balisés du compromis social « établi », c'est tout simplement un souci profond de *reconnaissance*, comme dirait aujourd'hui un Axel Honneth, face à des hiérarchies entrepreneuriales engoncées dans un conservatisme aveugle et sourd, incapable de prendre la mesure des mutations qui bousculent l'ordonnement sociétal traditionnel. Cette « *vocation d'hétérodoxie* », pour reprendre la juste expression de Boris Gobille^[84], donnera le *la* à « l'insurrection » sociale de Mai 1968, faisant de celle-ci une véritable césure ontologique par rapport aux schèmes idéologiques récurrents structurant l'imaginaire capitaliste ou marxiste issu des rapports de force politiques de l'après-guerre.

[82] « *La critique artiste puise surtout aux deux premières sources dont nous avons donné plus haut le rapide signalement : d'une part, le désenchantement et l'inauthenticité, d'autre part l'oppression, qui caractérisent le monde bourgeois associé à la montée du capitalisme. Cette critique met en avant la perte de sens et, particulièrement la perte de sens du beau et du grand, qui découle de la standardisation et de la marchandisation généralisée, touchant non seulement les objets quotidiens, mais aussi les œuvres d'art et les êtres humains.* », in Boltanski Luc, Chiapello Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, octobre 1999, pages 83/84.

[83] L'idée de la « nouvelle classe ouvrière » défendue par ce militant du Parti socialiste unifié (PSU), dans un livre emblématique publié aux éditions du Seuil en 1969, s'inscrit dans une réflexion ouverte visant à décrypter une nouvelle donne sociale et sociétale bouleversant les hiérarchies traditionnelles de l'entreprise fordienne. Cette nouvelle catégorie réunirait selon lui ouvriers, techniciens et cadres.

[84] Gobille Boris, « La vocation d'hétérodoxie », in *Mai Juin 68*, Les Éditions de l'Atelier, janvier 2008.



Mai 1968, « l'été de la Saint-Martin du marxisme »⁽⁸⁵⁾ ?...

Cette rupture – qui signera d'ailleurs très vite la fin de la domination du messianisme marxiste dans l'espace public – sera au cœur des contradictions de certaine gauche traditionnellement « révolutionnaire » branchée sur les pulsations de la classe ouvrière, la montée en puissance de nouvelles figures de la contestation incarnées (et de quelle manière séduisante !) par les représentants des nouvelles classes moyennes invalidant définitivement les prétentions au « changement par en haut », pour tout dire platement léniniste, qui avaient hélas irrigué les courants les plus ossifiés de 1968⁽⁸⁶⁾.

« Cours, camarade, le vieux monde est derrière toi... ! »

Alors que l'on pressent déjà, à de multiples petits signes peu ou mal interprétés, que le « vieux monde » est en train de basculer du côté d'un hiver glacial, interminable, sur fond d'effondrement des « grands récits fondateurs » qui avaient sous-tendu sa marche en avant triomphale, les révoltés de Mai vont connaître, malgré quelques succès symboliques, une défaite en rase campagne, leur dynamique conceptuelle se trouvant peu ou prou « récupérée » par un monde marchand – et patronal – habile à surfer sur la nouveauté, quelle qu'en soit la tonalité ou la pertinence pratique.

Un héritage à l'encan...

Certes, il convient de le noter, la décennie 1970 verra encore les chantres et les pratiquants de l'innovation sociale, de l'ingénierie sociétale « révolutionnaire », s'efforcer d'enraciner des modèles dits « alternatifs » en prise directe avec la vision du monde « décalée » des nouvelles classes moyennes. Certes, le mouvement syndical, dans ses mouvances les plus

(85) La formule est de Maurice Clavel, dont la lecture « métaphysique » de 1968 – ou du moins d'un certain 1968 désormais oublié – ne laisse pas, près de 45 ans après, de désarmer et de déranger...

(86) L'échec de Mai 68 peut être attribué tout autant à la réticence – légitime à bien des égards – de la France profonde d'alors qu'à la reviviscence, dans les mouvements dits gauchistes, d'un avant-gardisme léniniste obsolète, impuissant à interpréter les besoins réels, non pas des « masses », mais des nouvelles générations aspirant à maîtriser les conditions de leur existence sociale. Il fallait être particulièrement aveugle pour croire un seul instant que les jeunes ouvriers de ce temps-là rêvaient, par exemple, d'une révolution à « la chinoise ».



Trente Glorieuses : l'âge d'or des « classes moyennes » ?

imaginatives, les plus subversives au sens positif du terme, n'hésitera pas à se saisir de certaines problématiques jusque-là laissées en friches, voire diabolisées, par une *doxa* étroitement marxiste et productiviste^[87]. Mais, force est de constater, que ces velléités seront vite balayées par l'impuissance avérée des acteurs d'un possible changement politique à accoucher d'une authentique stratégie de rupture... et par une supposée crise du « pétrole » sifflant en quelque sorte la « fin de la récréation », avec en toile de fond la résurgence d'un courant libéral pur et dur que l'on croyait définitivement remisé dans les oubliettes de l'histoire.

[87] Il serait ici des plus passionnants – mais ce n'est point l'objet de notre recherche – de se pencher, par exemple, sur la trajectoire idéologique d'un syndicat comme la CFDT, dont les pratiques concrètes, surtout à l'aurore des années 70, auront étroitement épousé cette recherche anxieuse d'un autre cours revendicatif.







CHAPITRE 3

LE TEMPS DES ESPÉRANCES DÉÇUES...



Le temps des espérances déçues...

« *L'autogestion est devenue le seul lieu politique où puisse se penser un socialisme dans la liberté qui refuse l'alternative aménagement du capitalisme ou démocratie populaire. Ce lieu fragile, il n'est encore mot chargé que d'espérances et de promesses. Il ne tient qu'à ceux qui s'en réclament par nécessité d'en élaborer les fondements positifs. Le terrain n'est plus vraiment vierge, il est vrai. Pourtant, il est encore loin d'être délimité, peut-être victime d'une surabondance de références, d'intuitions, d'images, voire d'expériences. L'espérance qu'exprime l'autogestion, après avoir mobilisé, intéressé, passionné même, ne pourra que se dissoudre si elle ne se précise pas davantage dans un projet original, sinon dans un modèle. Le socialisme autogestionnaire ne continuera à se développer que dans la mesure où il dépassera la simple convergence des aspirations et des refus pour proposer une politique et une économie différentes des modèles socialistes traditionnels. C'est une œuvre de longue haleine.* »^[88]

Écrites en un temps où, déjà, sur fond de luttes sociales intenses, « *l'esprit de Mai 68* » semblait entrer en crise, ces lignes de Pierre Rosanvallon – un

[88] Rosanvallon Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Editions du Seuil, Collection « Politique », Collection Politique, 1976, pages 8/9.

de ces nouveaux « *intellectuels organiques* »^[89] que la CFDT de l'époque sut faire monter en première ligne sur le front des idées – illustrent à merveille la recherche anxieuse qui mobilisa certains courants dits de la « deuxième gauche » de ce temps-là : la recherche d'une « troisième voie » révolutionnaire, originale, récusant tant les recettes d'une social-démocratie à bout de souffle que les parangons d'un *revival* léniniste incapables de comprendre les enjeux de la nouvelle séquence historique en cours.

L'autogestion, une nouvelle « parole révolutionnaire » ?

Même si, avec le recul du temps, cette démarche peut, à l'évidence, nous apparaître marquée au coin d'une curieuse outrecuidance, il faut se souvenir que la plupart des « révoltés » de Mai 68, notamment ceux issus des nouvelles couches moyennes qualifiées, aspiraient, plus ou moins consciemment, à en finir avec les idoles « étatisantes » d'un système établi à l'Est comme à l'Ouest, un système aliénant dépossédant, chaque jour un peu plus, les salariés de leurs capacités à inventorier les chemins d'une véritable liberté créatrice dans l'espace de l'entreprise. Pour tous ceux qui, en mai/juin 1968, ont connu le vertige, ne fût-ce que quelques fugitifs et décisifs instants, d'une parole libérée du « *bruit du monde et du discours du pouvoir* »^[90], le concept d'autogestion représente, de façon presque existentielle, le vecteur incontournable permettant de remettre le politique au « *poste de commande* »^[91] et de dynamiter tous les codes de la réification^[92] dominante.

[89] « *Un intellectuel organique est « organiquement » lié à une classe sociale dominante ou ascendante : il est issu de ses rangs, il a pour fonction de systématiser la conscience qu'elle a d'elle-même, et de prendre part à l'organisation de la production. Ainsi la bourgeoisie engendre-t-elle aussi bien des techniciens d'industrie, c'est-à-dire des cadres en charge du procès de travail, que des juristes qui, en élaborant un corpus juridique adapté aux nécessités de l'époque, participent à la définition de la légalité. Un intellectuel organique peut évoluer dans un domaine en apparence éloigné de l'économie et de la politique. C'est par exemple le cas des romanciers réalistes français du XIX^e siècle, dont il est clair qu'ils sont liés [de manière complexe] à la bourgeoisie de l'époque, ou de Benedetto Croce qui, comme le dit avec ironie Gramsci, est autant lié à Aristote qu'à Agnelli, l'industriel turinois fondateur des industries Fiat »*, Keucheyan Rasmig, in Gramsci Antonio, *Guerre de mouvement et guerre de position*, La Fabrique Éditions, février 2012, page 133.

[90] Guillaume Marc, *Le capital et son double*, Économie en liberté, PUF, 1975, page 172.

[91] Sous-titre du livre de Pierre Rosanvallon déjà cité.

[92] Ce terme, qui renvoie à la « *chosification* » des relations humaines dans le cadre du capitalisme, était au cœur, au tournant des années 70, de la vision du monde d'un néo-gauchisme polémique féroce avec les représentants de la gauche d'esprit social-démocrate, souvent qualifiés de « sociaux-traites ».

Une utopie démocratique revisitée...

Durant la courte période qui suit la fin des « événements », comme l'on dit allusivement et pudiquement alors, prononcer le mot autogestion, évoquer ses harmoniques puissamment subversives, revient à poser les premiers jalons d'une société devenue enfin adulte, capable de pousser jusqu'au bout, de concrétiser les virtualités de l'utopie démocratique.

C'est donc peu dire que ce désir de « changer la vie » se heurte frontalement aux derniers Mohicans d'un marxisme « mécaniste » en diable : très consciemment, celui-ci se choisit comme cible théorique et pratique un étatismisme conservateur, une vision *stricto sensu* délégataire de l'action politique impuissante à incarner la rébellion de ceux d'en-bas, à donner voix aux sans-voix, aux « *oubliés de l'expansion* »^[93], selon la formule consacrée du début de la décennie 70.

Une matrice léniniste contestée ?

Certes, dans la mouvance communiste orthodoxe – nous parlons ici, bien sûr, du Parti Communiste français – quelques intellectuels intrépides... mais minoritaires, surfant habilement sur « une demande sociale » en plein renouvellement, essaieront bien d'ébranler les colonnes du Temple marxiste-léniniste, de refaire « des masses » les *acteurs* et *auteurs* de leur propre libération. Dans une passionnante intervention lors d'un récent Colloque sur « *Les politiques économiques de la gauche en France* »^[94], Jean Lojkine^[95] a mis l'accent, avec une grande finesse de ton et d'analyse, sur les contradictions explosives qui traversaient un Parti hésitant sur les initiatives idéologiques à prendre... alors que, déjà, se profilaient à l'horizon, dans le plus grand confusionnisme, des offensives « récupératrices » d'inspiration libérale : « *Il faut prendre au sérieux la tentative de rupture politique et culturelle du PCF à l'égard de sa matrice bolchévique et léniniste (le centralisme démocratique, le parti d'avant-garde, la dictature du prolétariat)* »

[93] Curieusement passée sous silence dans la plupart des textes, notamment de tonalité sociologique, traitant du début de la décennie 70, cette expression utilisée par la grande presse économique mettait l'accent sur les salariés, pauvres ou peu qualifiés, incapables de prendre le train de la modernité... et de profiter d'une croissance plus que soutenue, dite parfois à « la japonaise ».

[94] *Les politiques économiques de la gauche en France (1936/2002)*, Fondation Gabriel Péri, 20/21 mai 2011.

[95] Directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'étude des mouvements sociaux).



Chapitre 3

dans les années 1960/1978. Certes l'emprise de l'étatisme, du changement par le haut se fera sentir en même temps que sera proclamée l'adhésion à la démocratie républicaine (bourgeoise) : respect de l'État de droit, du pluralisme des partis, de l'alternance démocratique en fonction du résultat des élections parlementaires au suffrage universel, etc. Mais en même temps l'insistance récurrente sur la nécessaire intervention des masses, puis sur l'intervention autogestionnaire des citoyens dans sa cité, de chaque travailleur dans son entreprise, pour obtenir les changements profonds souhaités, ouvrira la voie à des débats et des initiatives qui dépassent l'intégration, comme le PS, dans les institutions délégataires républicaines. En même temps, cette évolution ne sera pas assumée en tant que telle, malgré des proclamations de Congrès (23, 24, 25^{es}). »^[96]

En d'autres termes, ce début – hésitant, contradictoire, passablement miné dans ses prémices – de remise en cause des dogmes marxistes-léninistes « établis » ne débouchera pas sur un changement de logiciel idéologique conséquent, les héritiers « auto-proclamés » de Marx et de Lénine, voire même dans certains cas de Staline^[97], préférant jouer la carte d'un centralisme étatique... seul capable à leurs yeux, à vue humaine, de bousculer le fameux « *capitalisme monopoliste d'État* »^[98] (CME).

Une rhétorique subvertie en son essence ?

L'une des conséquences les plus claires de cette timidité conceptuelle en sera, en un geste symbolique non dénué d'ambiguïté, « l'instrumentalisation », par le nouveau Parti Socialiste issu du Congrès d'Epinay (1971), de la rhétorique de l'auto-gestion ; une rhétorique finement « retravaillée » cherchant, dans un même mouvement, à invalider les thèses d'un marxisme classique vacillant sur ses bases et à entrer en résonance

[96] Lojkine Jean, « Le PCF, entre étatisme et autogestion », in *Les politiques économiques de la gauche*, op. cit., page 77.

[97] À l'époque, il était de bon ton, dans certains groupes se réclamant de l'exemple de la Chine Populaire – et donc du maoïsme – de faire référence, sans aucune nuance, à la figure de Staline. On pense ici tout particulièrement au *Parti communiste marxiste-léniniste français (PCMLF)*, dont la « Une » de son organe hebdomadaire – « *L'Humanité rouge* » – s'ornait d'un portrait du « petit père des peuples ».

[98] « *Il faut de même aussi lutter contre l'idée d'auto-gestion, même quand ceux qui l'émettent n'excluent pas l'expropriation du capital monopoliste... parce que cette idée ne tient compte ni du degré de socialisation des forces productives, ni du rôle actuel de l'État dans l'économie* », Herzog Philippe, « Expliquer et approfondir le programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire », *Économie Politique*, n°210, janvier 1972, page 21.



avec un réformisme ne refusant pas de « flirter » avec certaines thématiques libérales. Le bref et étonnant intermède des années 1981/1982 – des années où la gauche parut renouer, *via* des réformes structurelles d'envergure, avec le rêve d'une rupture avec le capitalisme – ne constituera, en fait, que le chant du cygne de la volonté de s'émanciper des dures disciplines du marché, la période suivante (1983/1984) du ralliement avec armes et bagages à la plus radicale des *Vulgate* libérales montrant combien la gauche d'alors, sans l'avouer ouvertement, était déjà tout acquise à l'idée de frayer avec les épigones du sinistre « *cercle de raison* » cher à un Alain Minc.

« L'illusion lyrique »⁽⁹⁹⁾ des « enfants de Marx et de Coca Cola »⁽¹⁰⁰⁾ ?

De cet échec historique, qui pèse sans doute aujourd'hui encore sur le devenir idéologique de ce qu'il est convenu d'appeler le « camp progressiste », peut-on déduire, quelque peu hâtivement, que l'auto-gestion n'aurait été au mieux qu'une mythologie dérisoire, au pire qu'un de ces leurreurs séduisants que savent agiter les « politiques » pour égaler les esprits faibles et autres « indignés » englués dans la poisse impuissante de leurs affects ? À défaut d'être le passeur d'une espérance de « modernisation » de la vie politique et des pratiques sociales de terrain, le discours auto-gestionnaire, sympathique à bien des égards, n'aurait-il servi, en dernière analyse, qu'à légitimer, aux yeux des classes moyennes, l'assomption méthodique des plus contestables logiques de la domination marchande ?

Il est, à l'évidence, impossible d'apporter des réponses précises, convaincantes jusqu'au bout, à ce type de questionnement s'enracinant, plus ou moins, dans une « dialectique du soupçon » systématique faisant des hommes et des femmes des « chiens de paille », des êtres falots impuissants, par essence, à maîtriser le cours de leur vie et à infléchir leur destin. Que certains cercles se disant « républicains »⁽¹⁰¹⁾ s'acharnent, en ce

[99] Titre de la première partie du livre de Malraux, *L'espoir*.

[100] Formule plus que révélatrice attribuée au cinéaste Jean-Luc Godard.

[101] Le plus étrange sans doute dans la critique des idées dites de 68, c'est qu'elle réunit des hommes et des courants que tout semble opposer. On se souvient, par exemple, qu'un Nicolas Sarkozy – dont la philosophie politique peut difficilement passer pour un modèle d'anti-libéralisme ! – s'était fait, en 2007, à la fin de la campagne présidentielle, le héraut d'une dénonciation de la pensée 68... en des termes pas si lointains de ceux d'un Régis Debray.

Chapitre 3

début de siècle, à brocarder cruellement une génération de 68 qui aurait failli en tout et semé, sans le vouloir, les graines de la subversion néo-libérale, ne doit point nous aveugler et nous empêcher de comprendre, intimement, ce qui se joua, hors des appareils dominants, dans la courte saga de la *Weltanschauung*⁽¹⁰²⁾ auto-gestionnaire.

« Les aventuriers du quotidien »⁽¹⁰³⁾, acteurs du changement...

Loin des pseudo-explications n'hésitant pas à se référer à la bonne vieille « ruse de la raison » hégélienne, la réalité des tentatives de changement par en bas, dans une démarche de proximité alors transgressive en tous points, atteste décidivement que les éléments les plus « conscientisés » et les plus cultivés des *baby boomers* tant décriés par les temps qui courent auront essayé, vaille que vaille, de donner chair et âme à un projet de *mode d'agir* et *d'être* au quotidien en rupture avec les canons de la société traditionnelle d'alors.

L'émergence d'un « nouveau modèle culturel »...

Regroupant salariés moyens et supérieurs émanant de trois pôles⁽¹⁰⁴⁾ au « capital culturel » élevé... et au « capital économique » parfois relativement hétérogène, les militants de la « classe d'alternative », parfois baptisés « aventuriers du quotidien », n'auront de cesse, l'espace de quelques années, de poser les premiers jalons d'une « décolonisation », comme dirait un Serge Latouche⁽¹⁰⁵⁾, des esprits et d'un enracinement de démarches participatives, notamment locales, puisant aux sources d'une démocratie « basiste » faisant signe vers un bouleversement radical des rapports ossifiés représentants/représentés.

(102) *Weltanschauung* : (allemand) conception du monde.

(103) Cf. Bidou Catherine, *Les aventuriers du quotidien*, PUF, 1984.

(104) Les professions intellectuelles (enseignants, chercheurs, médecins, juristes...), les travailleurs sociaux (assistantes sociales, éducateurs, animateurs...), et le personnel d'encadrement du privé et du public (techniciens, ingénieurs de l'industrie, cadres de la fonction publique...).

(105) Serge Latouche, un des animateurs de la revue du MAUSS, président de l'association *La ligne d'horizon*, professeur émérite à l'Université de Paris XI, est le défenseur actuel le plus connu de la perspective de la « décroissance conviviale ».

Réussirent-ils à imposer le « *nouveau modèle culturel* »⁽¹⁰⁶⁾ dont ils rêvaient afin de faire bouger les lignes – et surtout les imaginaires dominants – dans un espace politique où perduraient, après la « grande peur » de 68, les stéréotypes du monde d'avant ? Près de 40 ans après, lors même que l'épisode de mai/juin 68 continue de fasciner nombre d'esprits, il paraît difficile de répondre affirmativement à cette interrogation majeure. Excepté l'épisode hypermédiatisé de *Lipp* – et encore s'agissait-il en l'occurrence, d'abord et avant tout, d'un pur et simple problème de sauvetage d'entreprise –, rien n'indique très clairement que cette « révolution culturelle » à la française ait su (ou même voulu) se pérenniser dans des réalisations concrètes encore aisément repérables aujourd'hui.

Une tentative de rupture tissée de contradictions explosives

Cruelle à bien des titres, la marche en avant impétueuse, spontanée de l'histoire aura, bien au contraire, montré que les héritiers de la meilleure part d'un 68 ambigu, souvent divisé sur lui-même, n'avaient que fort peu de chance de « snober » le cours du temps, tant leur « révolte » s'enracinait dans une démarche idéologique souvent tissée de contradictions patentes, par exemple dans le domaine si crucial de l'écologie⁽¹⁰⁷⁾... ou du logement⁽¹⁰⁸⁾. Finalement, il ne restera de cette époque, désormais bien oubliée, qu'une imagerie pieuse et « décalée », incompréhensible en nos temps de post-modernité triomphante, où flotte encore un parfum de nostalgie de plus en plus évanescent, peu à même de susciter des mythes mobilisateurs de type *sorélien*.⁽¹⁰⁹⁾

[106] Selon Catherine Bidou, la notion de modèle culturel est au cœur de l'hypothèse du surgissement d'une nouvelle classe « en soi » remettant en cause les analyses de la sociologie marxiste classique. Elle le définit comme « *l'ensemble structuré que constituent les expressions de la culture d'un groupe* ». Selon elle, « *il ne s'agit en aucun cas d'un modèle à copier ou d'un idéal à partir duquel se reproduiraient automatiquement les pratiques, mais d'un ensemble de principes communs à un groupe ou à une société, d'une culture commune dans laquelle chacun puise les ingrédients qui nourrissent ses actions quotidiennes* ». Bidou Catherine, *op. cit.*, 1984, page 43.

[107] Tous les débats houleux qui structurent aujourd'hui la mouvance écologique sont déjà présents, comme on peut le percevoir, par exemple, au travers du texte magnifique de Bernard Charbonneau, *Le Feu vert*, réédité par les éditions du Parangon en septembre 2009.

[108] Sur ce point, il convient de méditer les excellentes analyses du livre de Marie-Hélène Bacqué et de Stéphanie Veermesch, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 1968*, paru aux Éditions de l'Atelier en octobre 2007.

[109] Chez Georges Sorel, l'un des doctrinaires les plus brillants – et aussi sans doute le plus contestable – du « syndicalisme révolutionnaire », l'idée de mythe mobilisateur renvoie à une organisation / articulations d'images et de symboles capable de réinsuffler du « sublime » dans la confrontation sociale. Pour lui, à son époque, le mythe le plus mobilisateur est celui de la « grève générale ».

Une « décennie politique perdue... » ?

Cette impossibilité de s'affranchir durablement et profondément des dogmatismes et des langues de bois reçues, de mettre « l'imagination au pouvoir », sera d'autant plus mal « ressenti », mal vécu existentiellement, que la social-démocratie française, *via* un Parti Socialiste alors à son zénith électoral et doctrinal, ramassera la mise en surfant habilement, sans vergogne, sur les aspirations des nouvelles couches moyennes salariées nées au dur désir de « changer la vie » durant les semaines noires et rouges de Mai.

C'est ainsi que, dès le milieu d'une décennie 1970 encore vibrante de l'écho du tohu-bohu de 1968, le Parti de François Mitterrand, fort du ralliement de Michel Rocard^[110], s'efforce de « coller » aux attentes de ces nouvelles couches en cherchant à donner une issue – positive, victorieuse – à leur souhait d'une refondation de la démocratie et en « singeant », sans scrupule aucun, jusque dans leurs tics rhétoriques, leur symbolique langagière.

Des mots, toujours des mots, encore des mots...

Ce « pillage »^[111] systématique – qui occulte le fait avéré que le Parti socialiste de l'époque cherche avant tout à conquérir le pouvoir d'État – se traduit, par exemple, en 1976, dans la conclusion de « la charte des libertés » défendue par le PS, par la reprise d'un discours à connotation non-conformiste et « poétique » propre à certains courants des nouvelles couches moyennes désirant « révolutionner » la vie quotidienne : « *Les signes par lesquels on reconnaît une société libre sont le rire, la fête, l'humour et la tendresse*^[112] »^[113]. L'année suivante, en 1977, les grandes

[110] C'est en 1974 que Michel Rocard, chef de file du PSU, intègre le Parti socialiste. Le PSU s'autodissout en 1989 au lendemain de la réélection de François Mitterrand, mettant un point final, en écho au recentrage de la CFDT, à une séquence politique houleuse et complexe, marquée par le souci de donner naissance à un autre type de progressisme.

[111] Il va de soi qu'il ne s'agit ici d'aucun jugement de valeur, mais d'une approche « scientifique », dépassionnée, visant à rendre compte, le plus fidèlement possible, des véritables migrations idéologiques et conceptuelles qui sont au cœur, à l'époque, juste avant la victoire électorale de 1981, des tentatives de recomposition de la gauche.

[112] Signe éclatant d'une certaine hégémonie – certes transitoire – des valeurs du courant auto-gestionnaire dans l'espace public, on se souvient que, dans son émission emblématique *Apostrophes*, Bernard Pivot avait coutume, atteint d'un curieux psittacisme, de ponctuer ses présentations de livres de l'antienne « humour et tendresse ».

[113] Il s'agit du texte intitulé *Liberté, Libertés*, paru chez Gallimard en 1976, avec une préface de François Mitterrand.

Le temps des espérances déçues...

thématiques mises en avant par le PS pour les élections législatives consonneront étrangement avec la nouvelle philosophie sociale de « l'autre gauche autogestionnaire ». Accent mis sur l'importance stratégique du cadre de vie, volonté de démocratiser drastiquement l'acte d'architecture en poussant à la création d'ateliers publics d'urbanisme travaillant avec les habitants, volonté de faire vivre une véritable démocratie locale... : l'empreinte d'un courant comme celui du PSU est, entre toutes, ici clairement reconnaissable.

Sous la « victoire », la fin d'une époque...

Mais, force est de le constater, cet apparent ralliement des sociaux-démocrates français de l'époque à l'antienne « auto-gestionnaire » masquera mal leur souci, en exploitant avec ruse les naïvetés militantes du temps, de réunifier les « gauches » sous leur houlette... en en gommant – plus particulièrement en ce qui concerne la « deuxième gauche » – les aspérités conceptuelles les plus dérangeantes, les moins solubles dans la « culture de gouvernement » à naître.

Ainsi, la « divine surprise » de 1981, bien loin d'être l'aboutissement, le terme logique d'une décennie 70 pleine de bruit et de fureur, en sera l'exacte antithèse, les années 1981/1982 s'avérant être, dans les faits, une sorte de curieuse parenthèse vouée, dès ses prémices, à finir honteusement dans les poubelles de l'histoire. C'est incontestablement la sociologue Michèle Zancarini-Fournel qui est dans le vrai, lorsque méditant sur les temporalités politiques, elle note que « 1981 représente la fin de l'activisme politique des groupes et des individus qui délèguent ainsi au pouvoir d'État, aux socialistes, leur agir politique, constituant ainsi la borne ultime de cette décennie de politisation, ces années parfois nommées les années utopiques »^[114].

L'émergence d'un « libéralisme de gauche » ?

C'est en effet un doux euphémisme que de dire que l'utopie ne sera pas au rendez-vous de la décennie 1980 : effectuant, après l'extension spectaculaire et foudroyante du secteur public, un virage à 180 degrés tout à

[114] Zancarini-Fournel Michèle, 1968/1995, *jeu d'échelles inversées*, Espace Temps, 1997.

Chapitre 3

la fois dicté par les circonstances et le choix assumé d'un nouveau cours idéologique, la gauche de gouvernement appareillera, avec armes et bagages, vers la mer hauturière du néo-libéralisme le plus orthodoxe, sacrifiant au passage les fractions les plus traditionnelles de ses relais dans les nouvelles couches moyennes qualifiées, à commencer par les enseignants du second degré.

Certes, sauf à s'aveugler délibérément, il paraît impossible de nier que les retombées de la crise économique, née, en partie du moins, du choc pétrolier du milieu des années 1970, imposaient une révision drastique de certains mécanismes quasi automatiques... poussant à des dérives inflationnistes historiques⁽¹¹⁵⁾. Ces mécanismes, touchant principalement mais pas uniquement à la dynamique de formation des salaires, avaient été dénoncés, en septembre 1976, à l'Assemblée nationale par un Raymond Barre revêtant la toge prétexte d'un libéralisme alors en pleine renaissance. Présentant son programme de lutte contre la hausse des prix, ne s'écriait-il pas, pointant, entre autres, sans la nommer la fameuse échelle mobile des salaires : *« Depuis quelques années se développent dans les sociétés libérales des mécanismes et des comportements qui introduisent, dans un nombre croissant de domaines, des rigidités qui se heurtent à d'autres rigidités et dont l'arbitrage est le plus souvent assuré par l'inflation... Se trouve ici impliqué un ensemble de situations et de mécanismes, cause de surenchères, générateurs d'anticipations inflationnistes et qui constituent de réels obstacles à une saine concurrence » ?*

Les lois Auroux, un véritable « cheval de Troie » ?

Ce qu'un Raymond Barre, vilipendé tous azimuts à la fin du septennat giscardien, n'avait pas réussi à faire passer du stade des pieuses intentions à celui des incarnations concrètes – en clair, déconstruire la norme salariale fordiste –, la gauche socialiste, désormais, entiché du paradigme libéral, allait le réaliser avec une vigueur laissant peu de place... à un « dialogue social » pourtant sacralisé. Après un premier coup de canif au contrat social fordiste dès le mois de juin 1982⁽¹¹⁶⁾, c'est à l'automne de la même année que sont posées les fondations d'un nouveau système de détermination des

[115] Cf. Xavier Timbeau, « Le partage de la valeur ajoutée en France », *La Revue de l'OFCE*, n° 80, janvier 2002.

[116] Le 13 juin 1982, le gouvernement Mauroy décide de bloquer tous les salaires pour quatre mois.

normes salariales articulées autour des concepts dialectiquement complémentaires de modération et de désindexation.

Paradoxe des paradoxes, ce sont les lois Auroux – destinées officiellement à permettre aux salariés de forcer la porte de la « citadelle-entreprise », d'intervenir dans le processus décisionnel des firmes – qui allaient permettre d'enclencher la mécanique infernale, sans retour, de la désindexation^[117]. Cet ajustement brutal et non négocié allait être, au-delà de toute espérance, couronné de succès, puisque, en mars 1984, un premier bilan effectué pour le ministère des Affaires sociales pouvait noter, avec une satisfaction non feinte, que les près de 2 000 accords d'entreprise déjà conclus selon le nouveau mode juridique mis en place respectaient, à la lettre, les fondamentaux, tant pratiques que philosophiques, de la nouvelle politique de modération salariale adoubée par les Pouvoirs publics.

Un tournant... Capital !

Le résultat le plus conséquent de ce que certains esprits chagrins pourraient appeler, d'une formule peut-être un peu excessive, une sorte de « contre-révolution » idéologique et technique de grande ampleur, sera à la dimension du choc attendu... par tous les experts qui avancent l'idée de « désinflation compétitive » : un bouleversement spectaculaire des équilibres – certes contestables en partie – qui régissaient, en matière de valeur ajoutée, le rapport capital/travail. Comment ne pas tomber d'accord avec les propos limpides d'un Frédéric Lordon lorsqu'il écrit, refusant de manier la langue de bois universitaire : « *Le capital va prendre sa revanche avec une rapidité et une brutalité insoupçonnées. En moins de quatre ans, la part des profits refait tout le chemin perdu. À la mi-1986, elle est revenue aux 29 % de 1970 ; 1986 est d'ailleurs une année d'ajustement de la part salariale d'une incroyable violence : 3,5 points de PIB basculent en 5 mois ! Et surtout l'ajustement ne s'arrête pas en si bon chemin : le sommet est atteint en 1989 avec 33 %.* »^[118]

[117] Depuis les lois Auroux, l'article L. 141. 9 du Code du travail est ainsi rédigé : « *Sont interdites, dans les conventions ou accords collectifs de travail, les clauses comportant des indexations sur le salaire minimum de croissance ou des références à ce dernier en vue de la fixation et de la révision des salaires prévus par ces conventions ou accords.* » Les fameuses clauses en question, considérées comme illégales depuis une ordonnance d'Antoine Pinay en 1959, étaient tout à trac réapparues, dans la foulée de Mai 1968, dans certaines conventions collectives.

[118] Lordon Frédéric, « À propos des dix points de PIB. Le paradoxe de la part salariale », 25 février 2009.

Chapitre 3

Dans cette fuite en avant – mal maîtrisée ? – pour conjurer les effets les plus délétères de la « crise », les meilleurs soutiens de la gauche officielle, de celle en tout cas qui prétendait interpréter « politiquement » les aspirations dérangeantes de la nouvelle classe moyenne dite « d'alternative », ne seront pas épargnés. On peut même aller jusqu'à soutenir, sans risque aucun d'être jamais démenti, que ceux-ci seront parmi les plus frappés par la montée en puissance d'une *doxa* étroitement libérale, pensée comme une sorte de « fin de l'histoire » incontournable.

Une Fonction Publique à la diète...

L'histoire retiendra que ce furent les enseignants – ceux du second degré, en particulier, convient-il de préciser – qui payèrent le plus lourd tribut, à la fois au plan financier et éthique, à cette mise aux normes foudroyantes d'une rigueur budgétaire... se coulant dans les canons d'un néo-libéralisme connaissant alors une reviviscence d'une puissance inégalée. Dans un document de travail passionnant, très excitant intellectuellement, publié par le site *Télos*, en janvier 2007⁽¹¹⁹⁾, de jeunes chercheurs mettent l'accent, à partir de chiffres et statistiques accablants, sur l'ampleur de la saignée – il n'y a pas d'autre mot ! – qui fit des « profs » les véritables boucs émissaires de la nouvelle logique de désindexation⁽¹²⁰⁾ présentée comme l'alpha et l'omega d'un nouveau « travaillisme » repeint aux couleurs de la régulation marchande.

Que l'on en juge plutôt : en moins d'un quart de siècle (1981/2004), le pouvoir d'achat des fonctionnaires de l'enseignement aura fondu de 20 %, le fameux tournant de la rigueur de 1983 n'ayant pas peu pesé dans ce retournement de tendance brutal... puisque, jusque-là, les fonctionnaires en question avaient joui de gains substantiels et réguliers de pouvoir d'achat. Une analyse plus poussée montre que l'on doit imputer cette érosion massive pour une part à une baisse de 15 % du pouvoir d'achat du point d'indice entre 1981 et 2004 et, pour une autre part, à une hausse des cotisations obligatoires type CSG, RDS, etc., qui aurait grevé de 5 points les salaires nets réels.

(119) Bouzidi Btissam, Jaaidane Touria, Gary-Bobo Robert, « Les traitements des fonctionnaires français (1960/2004), La voie de la démoréalisation ? L'exemple des éboueurs et des enseignants », *Télos*, les documents de travail, 22 septembre 2006, dernière révision le 31 janvier 2007.

(120) On sait que c'est la Fonction Publique qui aura, la première, expérimenté cette nouvelle logique de désindexation. Elle essaïma ensuite dans le secteur privé où elle poussa les acteurs à faire évoluer les salaires non plus en fonction de la hausse réelle des prix... mais du taux d'inflation « prévu » par les Pouvoirs publics.

Enseignants du secondaire : la « purge » ?

Le plus remarquable tient sans doute dans le fait (peu décrypté aujourd'hui) que ce chiffre global dissimule des disparités spectaculaires reflétant – on nous pardonnera cette formule ! – une véritable « lutte de classe » interne au milieu professoral... pilotée par certain corporatisme faisant feu de tout bois en matière « d'égalitarisme ». Si, en effet, durant la période considérée, les agrégés^[121] et les certifiés^[122] ont bien connu une baisse importante de leur pouvoir d'achat oscillant entre 15 et 20 %, il n'en a pas été de même pour les instituteurs qui, tirant leur épingle du jeu, n'auront vu fondre celui-ci de seulement 9 %^[123]. On peut ajouter que les enseignants du supérieur auront subi la même cure d'amaigrissement puisque, pour la même période considérée, leurs salaires nets réels auront été amputés de près de 20 %.

Le crépuscule des classes moyennes ?

On l'aura compris à ces quelques exemples – que l'on pourrait multiplier –, la décennie 1980, en raison notamment d'une crise économique tenace mêlant, de manière explosive, éléments conjoncturels et éléments structurels, peut être pensée, avec le recul du temps, comme l'instant où, à rebours d'un discours politique s'y entendant à manier les symboliques « piégeantes », la dynamique de construction de la classe moyenne – ou plutôt des classes moyennes – commence à s'essouffler.

Alors que le « contrat social fordiste », sous la pression d'une classe politique ralliée aux présupposés idéologiques d'un libéralisme pur et dur, entre dans sa première phase de décomposition, les tenants du « rêve républicain » – du rêve qui s'enracinait dans la construction d'une société échappant à la « double peine » de l'opulence arrogante et de la misère sauvage – adoptent un profil bas, un peu comme si, revenus de bien des illusions, ils pressentaient que leur paradigme n'avait plus d'avenir.

[121] De 1981 à 2004, la baisse des traitements nets réels des agrégés de l'enseignement secondaire est de 15 à 20 % selon l'échelon considéré.

[122] En ce qui concerne les certifiés, si la dévalorisation de leurs échelons approche, durant la même période 1981/2004, les 20 %, l'ouverture, à partir de 1990, d'une échelle « hors classe » a contribué, dans une certaine mesure, à amortir l'impact de ce véritable choc salarial... plus particulièrement pour ceux étant en fin de carrière.

[123] Les instituteurs ayant rejoint le nouveau corps des « professeurs des écoles » ont joui, eux, d'une certaine revalorisation de leur traitement.

L'épuisement de la notion de « classe » ?

Il est vrai qu'à l'aurore des années 90, l'on semble, après le séisme de l'année 1983, s'acheminer vers un profond remodelage du modèle français de l'après-guerre. La vision même du monde qui avait présidé à la croissance quasi exponentielle des nouvelles fractions d'une classe moyenne salariée, moderne, « progressiste » au sens meilleur du terme, attachée à la pérennisation du solidarisme républicain, est l'objet d'une remise en cause radicale, sur fond d'exaltation, presque sans retenue, de ce nouvel horizon indépassable de l'histoire que serait le marché, ou plutôt, pour reprendre une thématique chère à Karl Polanyi, le mythe de l'auto-régulation marchande.

Sur ce point précis, comment ne pas adhérer à ce qu'écrivent, évoquant tout à la fois le passé récent, le présent et le futur probable, Massimo Gaggi et Edoardo Narduzzi : « *La crise frappe les éléments sur lesquels se fondait l'essence de la classe moyenne : la raison politique, l'origine économique et l'idéal social. Nous allons vers une société sans ouvriers qui n'attribue pas de rôle bien précis aux enseignants ou aux médecins ; vers une réalité indistincte – plus monocorde qu'homogène – de moins en moins capable de décliner la diversité des aspirations, des besoins, des désirs de consommation. Et de moins en moins capable de définir ses points de repères culturels et ses plates-formes politiques.* »^[124] Et d'ajouter, se laissant aller à un « radicalisme » évidemment discutable sur le fond comme sur la forme : « *Il ne s'agit pas de la classe des "masses" de l'identité prolétaire, mais de la classe "de la masse" sans cloisonnement qui perd de fait progressivement ses traits distinctifs de "classe" »*^[125].

Par-delà son caractère excessif, trop tranchée pour décrire un réel pluriel, cette thèse a néanmoins le mérite de pointer ce qui, dans le débat récurrent sur les classes moyennes, est souvent occulté ou minimisé : la question de leur rapport idéologique, existentiel et éthique à un « *monde commun* », comme eût dit Hanna Arendt, qui, peu à peu, bascule, *via* un ébranlement de ses grandes catégories constitutives, dans la douce et grise dérégulation du doute, voire du « *no future* ». Afin d'échapper au côté trop « journalistique » qui les guette souvent, les débats contemporains sur l'avenir des « classes moyennes » doivent donc impérativement ne plus faire l'impasse sur la

[124] Gaggi Massimo, Narduzzi Edoardo, *op. cit.*, pages 19 et 20.

[125] *Ibidem*, page 20.



Le temps des espérances déçues...

véritable crise d'identité, en tous les sens du terme, qui « travaille » ceux qui étaient au *cœur - et le cœur* - d'un processus démocratique se pensant comme jamais clos sur lui-même, capable de bousculer tous les conservatismes réifiants.







CHAPITRE 4

FRANCE « MOYENNE » : UN MALAISE RÉEL OU « FANTASMÉ » ?



France « moyenne » : un malaise réel ou « fantasmé » ?

Même si les preuves – ou plutôt les quasi-preuves – de l'émergence rampante d'une véritable crise d'identité des « classes moyennes » semblent se multiplier, il en est encore, dans le « petit monde » de la sociologie dominante toujours imprégné d'un certain marxisme primaire, qui continuent, avec plus ou moins de talent, à leur dénier toute pertinence. Refusant de voir qu'il « fait midi en plein jour » et que la France « moyenne » née du projet républicain – un projet républicain sans doute porté à son acmé durant les *Trente Glorieuses* – s'enfonce doucement mais sûrement, année après année, dérive après dérive, dans une perte de confiance à l'égard du *Système*^[126] politico-social en place, ils préfèrent narrer, statistiques contestables à l'appui, le « conte de fées » d'une nation française qui verrait son ascenseur social à peine freiné par la crise et sa logique de cohésion sociale peu ou pas entamée du tout par deux décennies d'offensive néo-libérale.

[126] Il va de soi que l'emploi de ce terme ne renvoie à aucune *Vulgate* populiste, qu'elle soit de gauche ou de droite, mais cherche plutôt à rendre compte fidèlement de ce qui se trame, intellectuellement et pratiquement, la délégitimation, par une partie des classes moyennes les plus exposées à la globalisation marchande, des régulations politiques et sociales « établies ».



Chapitre 4

Résilience, quand tu nous tiens...

Selon eux, à y bien regarder, en un temps où l'on n'est pas loin de croire que tout serait en train de basculer dans la « nuit noire » de la régression⁽¹²⁷⁾, le modèle français montrerait une capacité de résilience étonnante, réduisant à néant les thèses de certain catastrophisme ambiant. Cette antienne récurrente, qui se fonde en grande partie sur une lecture sociologique privilégiant la dichotomie *inclus/exclus* ne date pas d'hier puisque, au nom d'une vision particulièrement statique et optimiste de la notion – ambiguë on le reconnaîtra sans ambages – de classe moyenne, quelques-uns des intellectuels et des politiques les plus en vue n'auront pas manqué, au cours des années écoulées, d'en proposer des versions séduisantes... et, pour tout dire, en curieux état d'apesanteur.

In/Out : une nouvelle dialectique fondatrice ?

Au début d'une décennie 1990 qui allait voir la conflictualité sociale renaître de ses cendres⁽¹²⁸⁾, un Jacques Delors – dont on pouvait penser alors qu'il briguerait le poste suprême – n'esquissait-il point, dans un quotidien du soir⁽¹²⁹⁾, une curieuse géographie sociale passant par pertes et profits les états d'âme des couches moyennes... et pilonnant sans retenue leur supposé égoïsme. L'ancien président de la Commission européenne – qui avait d'ailleurs contribué, lors de son mandat, à acclimater des problématiques d'inspiration *stricto sensu* libérale⁽¹³⁰⁾ – n'y allait point par quatre chemins, pointant une nation divisée entre « *deux tiers de Français inclus qui obéiraient à la logique dominante économique, libérale, et un tiers de Français exclus, atomisés, le premier groupe n'ayant aucun souci du second* »⁽¹³¹⁾.

(127) Il est clair, ce qui ne donne pas raison pour autant aux sociologues en question, que nous vivons sous la pression d'un « catastrophisme »... dont le côté romantique et excessif n'est plus à démontrer.

(128) On sait que, tétanisées par « le grand tournant libéral » des années 1983/1984, les forces progressistes mirent un certain temps à se réapproprier la grammaire de la contestation. Le début de la décennie 1990 allait les voir retrouver le chemin d'une critique sociale virulente, sur fond de dénonciation de la fameuse « pensée unique » et d'une logique marchande de plus en plus mondialisée. La grande grève de novembre/décembre 1995 sera sans doute l'expression la plus achevée de cette montée en puissance d'une gauche de la gauche revigorée, ayant rompu les amarres avec la sociale-démocratie.

(129) *Le Monde*, 15 novembre 1994.

(130) Cf. « Croissance, compétitivité, emploi. Les défis et les pistes pour entrer dans le XXI^e siècle », *Livre Blanc, Bulletin des Communautés européennes*, supplément 6/93.

(131) *Op. cit.*, *ibidem*.





France « moyenne » : un malaise réel ou « fantasmé » ?

Quelques années plus tard, à l'aube des retombées d'une élection présidentielle qui verrait la France s'adonner à un de ses « sports favoris » – le simulacre de « la guerre civile » froide –, Alain Touraine, de son côté, surenchérissant dans cette approche d'une myopie déconcertante, pouvait écrire ces phrases laissant quelque peu rêveur : « *Une fois que vous avez enlevé les 15 % d'exclus et les 3 à 5 % d'ultra-privilegiés, il apparaît que, au total, la société française échappe aux interprétations anciennes : aujourd'hui, la société contient une proportion très importante de gens pourvus d'un haut niveau d'éducation qui, en participant à la modernité, donnent une importance croissante aux aspects qualitatifs de la vie, notamment l'environnement et tout ce qui touche à la consommation.* »⁽¹³²⁾

Une sociologie volontairement aveugle ?

Certes, ce diagnostic pouvait, d'une certaine manière, apparaître des plus juste en actant, avec une force renouvelée, certaines transformations sociales ou sociétales... présentes dès les lendemains de la seconde guerre mondiale ! Qui eût pu, avec l'on ne sait quelle outrecuidance navrante, contester le fait que la France du début du XXI^e siècle était marquée, en ce qui concerne ses fractions dites moyennes, par une élévation spectaculaire des compétences requises pour s'insérer sur le marché du travail ? Le problème, c'est que ce type de sociologie à la hache – encore une fois peu contestable en certains de ses grands traits – ne nous disait alors presque rien (et ne nous dit toujours rien d'ailleurs) sur les tensions internes qui « travaillent » intimement une France du milieu doutant de son avenir, parfois tentée par les sirènes d'un pré-populisme à connotation néo-républicaine.

Il y a tout juste deux ans, en pleine campagne présidentielle, une sociologue et un économiste de renom⁽¹³³⁾ n'hésitaient pas à reprendre à leur compte la même vision « optimiste », démobilisatrice en diable, en expliquant sans ambages que la peur du « déclassement » chez les classes moyennes relevait du mythe, le fameux ascenseur social ne connaissant point de ratés majeurs. À les en croire, la France moyenne serait celle « *qui tient et monte* », la mobilité sociale restant des plus dynamiques en raison d'échanges entre le haut et le bas de la société s'avérant, paraît-il, plus

⁽¹³²⁾ *Le Figaro*, 18 avril 2001.

⁽¹³³⁾ Goux Dominique, Maurin Eric, *Les nouvelles classes moyennes*, Seuil, 2012.



Chapitre 4

intenses que durant les décennies 1980/1990^[134]. Bref, les thèses avancées par un Louis Chauvel et un Thomas Piketty – dénoncées en l'occurrence comme les parangons d'une sinistrose hors de saison – seraient nulles et non avenues, la soi-disant « crise » des classes moyennes ressortissant au mieux d'une sorte de « marronnier » journalistique sans intérêt, au pire d'une désinformation condamnable en tout point.

Le « déclassement » des classes moyennes, un mythe ?

C'est ainsi qu'un Eric Maurin^[135], ne célant point son agacement dans un entretien croisé avec Robert Rochefort^[136], pouvait s'écrier, ayant sans doute oublié le sens du mot « nuance » : « *Mais de quel déclassement parlons-nous ? Il faut en finir avec ces discours qui tournent à vide. L'appauvrissement relatif des classes moyennes est, à bien des égards, une fiction. Que ce soit en termes de revenu, de patrimoine, de logement et même de réussite scolaire des enfants, nous n'observons aucun décrochage relatif de la classe moyenne par rapport aux autres groupes sociaux, et notamment par rapport aux plus modestes.* »^[137]

Nul, certes, n'aura la témérité, jetant par-dessus bord tout réalisme, de présenter la situation actuelle des classes moyennes – et à plus forte raison de celles de ses couches dites *supérieures* – comme relevant d'un drame social absolu... à la Zola. Même s'il convient de manier toutes les statistiques disponibles avec beaucoup de précaution, il est sans doute vrai, dans une certaine mesure du moins, que les classes moyennes continuent d'être le reflet d'une mobilité sociale toujours vivante^[138]. À rebours d'une analyse manipulatrice, la promotion sociale, en notre pays, n'est pas un vain mot, le « *salariat intermédiaire restant dans une large mesure un groupe peuplé de promus* »^[139].

[134] Cf. Fressoz Françoise « Les classes moyennes au centre du débat politique », *Le Monde*, 13 janvier 2012.

[135] Eric Maurin est économiste, directeur d'études à l'École de Hautes études en sciences sociales et professeur à l'école d'économie de Paris.

[136] Robert Rochefort est économiste. Il a longtemps dirigé le Centre de recherche et d'observation des conditions de vie (CREDOC).

[137] « Peut-on sauver les classes moyennes ? », *L'Expansion*, mars 2012.

[138] « *N'oublions pas que 45 % des classes moyennes viennent des classes populaires. Le salariat intermédiaire reste dans une large mesure un groupe peuplé de promus. Quand ils étaient enfants, ils appartenaient justement à la classe populaire. Or notre système éducatif – malgré tous ses défauts – et notre système de redistribution ont permis cette élévation sociale. Il est assez facile de montrer qu'une partie des classes moyennes d'aujourd'hui est constituée de pauvres d'hier, et que les pauvres d'aujourd'hui formeront une partie de la classe moyenne de demain* », Eric Maurin, in *L'Expansion* de mars 2012.

[139] Maurin Eric, *op. cit.*

Un comparatisme « manipulateur » ?

On pourrait, à la limite, se rallier à ce type de raisonnement – qui n'est pas totalement dénué de bon sens – s'il ne se greffait point, *via* une curieuse reprise des idéaux traditionnels de la bonne vieille lutte des classes marxiste, sur une psychologie du déni, une stratégie de dénonciation misérabiliste... s'appuyant, de façon polémique, sur une comparaison classes moyennes / classes pauvres laissant quelque peu à désirer, voire irrecevable. Dans le débat très révélateur pour la revue *L'Expansion* déjà citée, Robert Rochefort était donc plus que justifié de s'écrier, remettant, au passage, quelques pendules à l'heure : « *Vous comparez systématiquement la situation des classes moyennes à celles des catégories les plus modestes et précaires. Effectivement, on s'aperçoit que le sort des ménages en bas de l'échelle sociale est pire, mais cela ne veut pas dire en retour que celui des classes moyennes s'est amélioré.* »^[140]

En effet, par-delà son côté démagogique, cette comparaison – qui, en l'occurrence, n'est pas vraiment raison ! – est incapable de prendre la mesure précise, mesurée, des transformations tout à la fois radicales et rampantes qui affectent une France moyenne taraudée par l'angoisse d'un futur indiscernable... et d'un présent marqué par l'ébranlement des anciennes certitudes, sur fond de montée en puissance régulière d'un syndrome de précarisation professionnelle.

Un âge d'or révolu...

Un examen attentif des évolutions – volontaires ou involontaires – qui ont rythmé, au cours des deux décennies écoulées, la vie quotidienne des classes moyennes permet d'affirmer, par exemple, que l'ère des *Trente Glorieuses* est définitivement derrière nous et que la précarité, ce fléau en partie « piloté » par l'offensive néo-libérale, n'épargne plus les catégories intermédiaires – dans toutes leurs strates d'ailleurs – du salariat.

Alors que pendant longtemps, presque « naturellement » pourrait-on dire, le chômage et la précarité étaient surtout l'apanage des classes populaires – et en particulier de la « classe ouvrière » –, les cadres, par exemple, ne semblent plus désormais en mesure d'échapper au couperet de la destruction d'emploi. Les chiffres ici disponibles témoignent, dans leur

[140] Rochefort Robert, *op. cit.*

Chapitre 4

sécheresse même, de l'étonnante « contre-révolution » qui déstabilise les acquis et les certitudes d'un groupe hier confiant dans son destin professionnel, assuré d'un futur repoussant sans cesse les limites de la promotion sociale. En ce domaine – qui reste d'ailleurs, de façon inexplicable, peu ou mal exploré – la plupart des bons auteurs s'accordent à dire, avec certes des nuances, que la famille « cadres » est, elle aussi, dans le collimateur de ceux qui ne rêvent que de coupes claires en matière de postes.

Un groupe « cadres » au bord de la dépression ?

C'est ainsi, comme le note un Jean Lojkine, que le chômage des cadres a plus que doublé sur la période 1990/2000, passant de 60 000 à 140 000... et touchant la plupart de ses catégories, notamment celle, plus que symbolique, à bien des égards, des ingénieurs^[141]. Le plus dramatique dans la situation actuelle, c'est qu'elle n'est point seulement révélatrice du malaise – c'est un euphémisme ! – qui frappe les cadres « établis », mais qu'elle semble aussi signer, par certains de ses aspects, la grande difficulté, voire même l'impossibilité dans les cas extrêmes, des jeunes diplômés du supérieur à marcher sur les traces des « anciens » et, en d'autres termes, comme le proclame le chant révolutionnaire bien connu, à « entrer dans la carrière » et surtout à avoir une chance de se rapprocher des catégories les plus aisées.

Un avenir à reculons ?

Cette conjoncture particulière – qui ne cesse d'ailleurs de s'approfondir en raison notamment d'une croissance en berne – est au cœur de l'interrogation profonde, pour ne pas dire de la désespérance sourde, qui travaille un groupe social qui, longtemps, aura été porteur d'une dynamique politique et sociétale d'avant-garde, le tout sur fond d'assomption lucide des valeurs d'un républicanisme modéré.

Très concrètement, comme aime à le psalmodier l'antienne ambiante, les classes moyennes de ce début de siècle éprouvent la terrible impression – et ce « ressenti » s'enracine dans de multiples faits vérifiables – que leur

[141] Évoquant la situation des ingénieurs, celui-ci, dans son livre paru à la *Dispute* intitulé *L'adieu à la classe moyenne*, écrit ses lignes lourdes de sens : « Limité à 2,6 % pour les ingénieurs en 1982 (mais il double déjà par rapport à 1975), le taux de chômage est de 3 % en 1986, de 5 % en 1996. »

France « moyenne » : un malaise réel ou « fantasmé » ?

avenir a de bonnes chances, si l'on ose s'exprimer ainsi, de s'écrire en pointillés, dans la mesure où elles risquent fort d'être dans l'incapacité de rejoindre, un jour ou l'autre, le peloton – peu fourni, très « élitiste » – des « aisés » ou « très aisés. »

Certes, les statistiques officielles ne semblent en rien, de prime abord, conforter les experts qui pointent, avec une sorte de gourmandise étrange, une réelle et drastique paupérisation des classes moyennes. Si l'on définit comme faisant partie des classes moyennes les personnes dont les revenus oscillent entre 75 % et 150 % du revenu médian, l'on se doit d'admettre qu'elles n'ont jamais été aussi nombreuses dans notre pays, que leur extension se confirme année après année, démentant un certain misérabilisme ambiant. Régis Bigot, directeur adjoint du département des conditions de vie du CREDOC, pouvait ainsi préciser dans un entretien récent, s'opposant à angle droit aux Cassandre d'un « déclinisme » fort à la mode dans notre cher vieux pays : « *Depuis les années 70, le revenu des classes moyennes a progressé un peu chaque année. Les classes moyennes sont même aujourd'hui un peu plus nombreuses qu'elles ne l'étaient au début des années 80 : elles représentent 52 % de la population, contre 48 % il y a 25 ans. L'augmentation n'est pas spectaculaire mais elle contraste avec celle que l'on observe en Grande-Bretagne ou en Allemagne, où les classes moyennes ont effectivement décliné durant la même période.* »⁽¹⁴²⁾

Un sentiment d'abandon inexplicable ?

Comment comprendre alors que tous ceux – et ils sont foison⁽¹⁴³⁾ – qui prétendent être membres à part entière de cette famille toujours aussi prisée se disent rejetés, ostracisés, voire « matraqués » financièrement, par un *Establishment* aveugle et sourd à leur inquiétude existentielle ? Quelle explication donner à ce curieux sentiment d'abandon... que d'aucuns, intéressés idéologiquement à minimiser, voire à nier, la crise des classes moyennes, auront tôt fait de renvoyer à l'on ne sait quelle manipulation de la caste dirigeante, de la grande bourgeoisie mondialisée ? Finalement, la sempiternelle mise en avant ou mise en scène du *blues* des Français moyens ne serait-elle qu'un leurre destiné à faire oublier la triste réalité

(142) Bigot Régis, « Les classes moyennes font du surplace », *L'Observatoire des inégalités*, 5 mars 2009.

(143) Il y aurait fort à dire – et cela mériterait des développements très circonstanciés – sur le fait étrange et avéré que la plupart des Français, contre toute évidence, se veulent et se pensent membres du groupe « classes moyennes ».

Chapitre 4

d'une France de plus en plus inégalitaire, s'enfonçant, chaque jour un peu plus avant, dans une sorte de *revival* triste, sans espoir, de l'affrontement de classe de toujours ?

Un « décrochage » par rapport aux plus riches...

Prendre à bras-le-corps toutes ces interrogations douloureuses et légitimes, essayer de leur donner des réponses lucides, c'est comprendre, au-delà de toute intuition, que le « drame » actuel des classes moyennes, plus particulièrement au plan matériel, doit d'abord et avant tout s'appréhender comme une peur – fondée – de ne plus être partie prenante de la dynamique de mobilité sociale, de se voir bloquées dans leur désir de « flirter » avec les sommets de la hiérarchie sociale. Pour dire les choses crûment, les Français moyens auraient perdu tout espoir de se mesurer jamais aux strates supérieures d'une pyramide sociale... scandaleusement repliée sur elle-même, s'auto-reproduisant de plus en plus en vase clos.

Des inégalités de moins en moins supportables...

Pour apparaître marqué au coin du radicalisme, ce sentiment – qui est d'ailleurs plus qu'un sentiment pur voué à toutes les dérives psychologisantes qui font les « choux gras » des *grandes chaînes d'infos continues* – n'en reflète pas moins une réalité difficile à celer : le moteur de l'ascenseur social grippe de plus en plus, empêchant la plupart des membres des classes moyennes d'imaginer, demain, à vue humaine, se retrouver dans le peloton des très « privilégiés ».

Toutes les études révèlent que si le niveau de vie des classes moyennes ne connaît pas – c'est un euphémisme ! – d'augmentation soutenue^[144], celui des 600 000 personnes^[145] les plus riches, quant à lui, selon le rapport du CREDOC de 2009, ne cesse de s'élever de façon spectaculaire. Ce creusement des écarts entre ceux qui se trouvent aux alentours du revenu médian et ceux qui semblent sans cesse tutoyer les sommets de la réussite

[144] « Ce qui se passe c'est que le niveau de vie des classes moyennes augmente très lentement. Presque imperceptiblement. Ainsi, entre 1998 et 2006, le revenu mensuel médian a progressé de 24 euros chaque année seulement, passant de 1 320 € à 1 510 € », in Bigot Régis, « Les classes moyennes font du surplace », *Observatoire des inégalités*, 5 mars 2009.

[145] Durant la séquence 1998/2006, les personnes les plus riches ont vu leur revenu mensuel passer de 8 500 € à 10 800 €, ce qui représenterait, pour le CREDOC, une augmentation mensuelle de 287 € chaque année.

France « moyenne » : un malaise réel ou « fantasmé » ?

financière alimente, à l'évidence, la véritable crise de confiance qui déstabilise une bonne partie des salariés dits « intermédiaires », notamment les cadres, dont l'investissement dans « l'acte de travail », au sens existentiel du terme, est crucial pour l'avenir de notre nation.

Le futur n'est plus ce qu'il était...

Toujours dans le même entretien pour *L'Observatoire des inégalités*, Régis Bigot, en quelques analyses et comparaisons ramassées, percutantes, a bien résumé ce qui innervait l'actuelle angoisse de ces Français du « milieu » regardant, avec peut-être une nostalgie mauvaise conseillère, dans leur rétroviseur historico-social : « *Le malaise vient en partie de ce décalage avec les hauts revenus. Les inégalités ont toujours existé, mais avant, les classes moyennes vivaient avec l'espoir d'une ascension sociale. D'ailleurs dans les années 60, il fallait environ 12 années pour que les classes moyennes atteignent le niveau de vie des catégories aisées. Aujourd'hui, 35 années sont nécessaires, et encore, si tout se passe bien et que l'on ne rencontre aucun incident, dans son parcours professionnel. Une vie entière de travail risque de ne pas suffire pour voir ses conditions de vie s'améliorer. Au fond les classes moyennes font du surplace et elles ont l'impression, comparativement aux plus riches, qu'elles reculent. Le ralentissement économique rend toujours plus douloureuse la présence d'inégalités.* »⁽¹⁴⁶⁾

On ne saurait mieux dire que les classes moyennes – sans doute pas, bien entendu, dans toutes leurs composantes – expérimentent cruellement, dans leurs parcours professionnels désormais en partie chaotiques, en ligne brisée, cette norme idéologique d'inspiration néo-libérale devenue une triste réalité existentielle : la précarité – plus ou moins aiguë, plus ou moins régulée – comme mode de gouvernance d'un espace de travail post-fordien.

Parcours résidentiel ascendant : le début de la fin ?

Cette entrée à « reculons » dans un post-fordisme pensé comme l'horizon incontournable de notre histoire se traduit dans la pratique, pour certaines fractions des couches moyennes, par une grande difficulté, voire une incapacité, à faire face à ce que l'on appelle les dépenses contraintes ou

⁽¹⁴⁶⁾ Bigot Régis, *op. cit.*

Chapitre 4

pré-engagées⁽¹⁴⁷⁾. Elle signe aussi, dans le domaine plus que symbolique du logement, la lente « descente aux enfers » d'un groupe qui avait fait, au temps pas si lointain de sa relative splendeur, de l'accession à la propriété « *une sorte de marqueur de leur statut social par le biais d'un parcours résidentiel ascendant.* »⁽¹⁴⁸⁾

Dans une étude commandée à l'Université Paris-Dauphine par la Confédération française de l'encadrement (CGC), trois chercheurs⁽¹⁴⁹⁾ n'ont guère de peine à démontrer que le logement – plus particulièrement dans sa version *accession à la propriété* – est devenu un puissant facteur d'éclatement des classes moyennes, entre celles pour lesquelles la possibilité de devenir propriétaire reste du domaine du possible, sinon du probable, et celles qui doivent effectuer un véritable travail de deuil en la matière⁽¹⁵⁰⁾. Comme l'on pouvait s'y attendre, ce sont les segments dits « inférieurs »⁽¹⁵¹⁾ de celles-ci qui sont principalement touchés par ce phénomène... révélant, à leur corps défendant, leur déclassement plus que symbolique et leur proximité non désirée, dans l'amertume remâchée, avec les couches populaires⁽¹⁵²⁾.

Une recomposition rampante du paysage social...

Cette proximité – qui recompose d'ailleurs, en partie, le paysage social français et le rend sans doute moins décryptable qu'auparavant – débouche, en pratique, sur des conditions d'habitat sinon totalement équivalentes, du moins de plus en plus proches. Qu'il s'agisse d'une décélération sensible du nombre d'accédants à la propriété, d'un éloignement vers les zones périurbaines pour se loger à bon prix... ou d'un grand désarroi face à des logements bien trop petits au regard de leurs attentes, couches populaires et couches moyennes inférieures communient, si l'on ose dire, dans la

(147) Frais concernant l'eau, le gaz, l'électricité, les assurances, le logement... et, par les temps qui courent, tout ce qui a trait, au sens large du terme, aux nouvelles technologies.

(148) Serafini Tonino, « La classe moyenne bute sur la pierre », *Libération*, 2 juin 2011.

(149) Cusin François, Julliard Claire, Burckel Denis, *Le logement, facteur d'éclatement des classes moyennes ?*, étude de l'Université Paris Dauphine pour la CGC, janvier 2010.

(150) Dans un dossier sur la « chute des classes moyennes » paru dans *L'Humanité Dimanche* du 20/30 janvier 2008, Dominique Sicot rappelait que les classes moyennes « majoritairement propriétaires dans les années 80 ne l'étaient plus désormais qu'à 46 % ».

(151) Selon l'étude de Paris-Dauphine, ce sont les ménages dont les revenus sont compris entre 1 800 € ET 2 700 € nets mensuels.

(152) Cette proximité involontaire est d'autant plus mal vécue que les dites couches populaires sont aujourd'hui les victimes d'un syndrome de relégation péri-urbaine... dont l'étude approfondie reste, à l'évidence, à faire.

France « moyenne » : un malaise réel ou « fantasmé » ?

même « galère » et une forme, larvée mais palpable, de ressentiment à l'égard des fractions supérieures des classes moyennes prenant le large et rejoignant les échappés du peloton baptisés « ménages très aisés »^[153].

Vers une revanche des « héritiers » ?

En fait, tout se passe – et la question si prégnante du logement en est incontestablement un révélateur privilégié – comme si, sous l'effet de l'enracinement de la *Vulgate* libérale et de la « crise », nous assistions, sans pouvoir toujours en déchiffrer l'économie intime, à une redistribution des cartes au sein du groupe « classes moyennes », les possesseurs d'un fort capital culturel se trouvant concurrencés, voire évincés, parfois sur leur propre terrain, par les possesseurs d'un capital économique prenant en quelque sorte leur revanche dans la sourde « lutte des classes et des places » – ou plutôt compétition musclée – les opposant aux « promus » par la démocratisation scolaire et l'élargissement de l'État-Providence.

Dans une analyse dérangeante, parfois, il est vrai, quelque peu « tirée par les cheveux », Louis Chauvel^[154] n'y va pas par quatre chemins pour pointer du doigt, dans l'actuelle redéfinition en gestation des rôles et des pôles au sein des classes moyennes, l'impact d'une crise prononcée de l'emploi public dans notre pays. Ses propos – qui demanderaient, à l'évidence, à être étayés par une batterie d'indicateurs scientifiques – n'en méritent pas moins d'être médités, tant ils sont porteurs de véritables interpellations en un temps où l'histoire sociale française semble hésiter : *« Alors que la croissance ancienne était tirée par les nouvelles classes moyennes supérieures du public (et des grandes entreprises nationales ou à statut fortement régulé), c'est au tour maintenant des salariés du privé (ingénieurs technico-commerciaux, cadres de gestion et de communication...) de tirer une croissance qui, sans eux, n'existerait pas. Le salariat statutaire et public de niveau intermédiaire et supérieur n'apparaît plus si clairement comme le fer de lance de la croissance, tant s'en faut »*^[155].

[153] Il y aurait d'ailleurs beaucoup de choses à dire sur cette catégorie dont l'homogénéité, via des effets de seuil bien connus, n'est sans doute pas la qualité première.

[154] Chauvel Louis, *La déstabilisation des classes moyennes*.

[155] *Op. cit.* pages 12 et 13.

L'école « entre surinvestissement et désenchantement »...⁽¹⁵⁶⁾

Et d'ajouter cette remarque lourde de sens, même si, là encore, il convient de ne pas se laisser aller à des généralisations abusives : « *Ces évolutions seraient sans grande importance si nous posions par principe que, quels qu'en soient les bénéficiaires, fonctionnaires ou salariés du privé, toute croissance est bonne à prendre. Mais du point de vue du rôle de l'école, la particularité de ce reflux vers le pôle privé des classes moyennes est qu'il implique un renforcement du rôle des origines sociales au détriment de l'acquis scolaire, déterminant dans les professions publiques. Plus encore, par rapport aux représentations que nous avons dans les années 1970/1980 du progrès social et culturel, nous voyons ici un tournant axial.* »⁽¹⁵⁷⁾

Ainsi, conséquence logique de cette reconfiguration originale, assisterions-nous, si l'on en croit Louis Chauvel, à la montée en puissance d'une sorte de « guerre interne » à la classe moyenne pour la possession de titres scolaires supérieurs... au détriment de ceux⁽¹⁵⁸⁾ dont le « rendement » ne paraîtrait plus assuré et ne permettrait plus, quasi automatiquement, d'aborder aux rives heureuses – devenues lointaines comme dit le poète – de la promotion sociale⁽¹⁵⁹⁾.

Un modèle français en déshérence ?

À moins de donner dans une rhétorique « travaillée » par un « classisme » primaire reprenant à son compte les catégories marxistes les plus éculées, comment dès lors être surpris par le « spleen » qui semble caractériser aujourd'hui la plupart des Français se réclamant, peut-être

(156) La formule est de Louis Chauvel.

(157) *Op. cit.*, pages 13 et 14.

(158) Les diplômés moyens.

(159) « *Alors que la proportion de bacheliers français dans la population française a plus que triplé entre la génération née en 1935 et celle née en 1970, et puisque les emplois de cadres et de professions intermédiaires n'ont pas suivi ce rythme de croissance, et tout particulièrement dans le public, les bacheliers voient se réduire leurs chances d'accéder aux classes moyennes, et trouvent ainsi de plus en plus leur place parmi les employés et ouvriers, au terme d'un processus rapide de dévalorisation sociale des diplômés. Il en résulte tout à la fois un doute profond quant à l'utilité des titres scolaires, et en même temps une course forcée aux études où, chacun anticipant une baisse du rendement des diplômés moyens, tous participent à une fuite en avant vers les études les plus longues, sinon les plus sélectives. Le surinvestissement scolaire va dès lors de pair avec un désenchantement vis-à-vis de l'école, vue comme moins capable d'assurer une véritable promotion.* », Chauvel Louis, *op. cit.*, page 14.



France « moyenne » : un malaise réel ou « fantasmé » ?

certes un peu rapidement, des classes moyennes, se pensant comme leurs représentants attirés en un moment où vacillent les vieilles catégories, où s'épuisent les « grands récits fondateurs » qui avaient scandé le passage à un modèle de société fondé sur la méritocratie républicaine et donc une mobilité sociale sans rivages ? Comment aussi refuser de voir que, derrière certaines polémiques expéditives, souvent plus ou moins bien fondées, se joue l'avenir d'une ingénierie sociale et sociétale qui, bon an mal an, au cours des décennies écoulées, s'était efforcée de dépasser les anciens clivages de « classe », de transcender positivement, dans la liberté, les enracinements « incapacitants » liés à la naissance, donc au hasard ?







CONCLUSION

UN PARADIGME À LA CROISÉE DES CHEMINS...



Un paradigme à la croisée des chemins...

« Dans le même temps, l'OCDE s'inquiétait déjà de la croissance des inégalités dans les pays industrialisés : États-Unis, Allemagne, Japon et pays scandinaves subissent l'écrasement de leurs classes moyennes (entre 75 et 125 % du revenu médian du pays) déchirées par la montée de la précarité d'une part et l'explosion du nombre de milliardaires d'autre part. Dans ces pays, la croissance de ces sept dernières années a été captée par la finance et les 1 % les plus riches, tandis que les revenus réels de la frange moyenne stagnaient ou baissaient. Pour la première fois depuis 1945, le monde développé voit ainsi vaciller son socle économique et politique. Le sort des classes moyennes dépendra de la manière dont chaque État pilotera sa sortie du marasme. Or ce pilotage s'est trouvé, ou va se trouver, mis à l'épreuve par le suffrage de ces mêmes classes moyennes. À la clé : le risque d'une forte demande de protectionnisme et de redistribution, les deux hantises des économistes libéraux »^[160].

Comme ces quelques lignes – limpides, mesurées – puisées dans un journal qui ne passe pas pour être l'expression d'un radicalisme échevelé le montrent amplement, un affolement rampant tend aujourd'hui à se faire jour

[160] Deschamps Pascale-Marie, « Sauvons les classes moyennes », *Enjeux Les Échos*, juin 2009.

Conclusion

chez les « intellectuels organiques » et autres gardiens du « cercle de raison »^[161] défenseurs de la nouvelle *doxa* dominante d'inspiration anglo-saxonne. Littéralement coincés entre leur désir d'en finir avec l'impérialisme du « *consommateur dit bourgeois* »^[162], d'enraciner un « *néo-humanisme low cost* »^[163], et leur souci de ne point ouvrir toutes grandes les vannes du populisme à tonalité anti-mondialiste, ceux-ci oscillent, parfois décontenancés, entre deux options stratégiques à court et moyen terme : une « contre-révolution libérale » assumée jusqu'au bout...^[164] et des réformes *a minima* pour anesthésier ou « dérouter », en tous les sens du terme, les révoltes qui courent.

Une déconstruction rampante...

On reconnaîtra que, pour l'instant du moins, la deuxième option – une sorte de *Realpolitik* lucide et cynique – ne semble pas avoir gagné les sommets des États qui, dans la mauvaise passe conjoncturelle actuelle, semblent plutôt se multiplier, sans états d'âme particuliers, sur tous les fronts où les appellent les problématiques de la régression sociale. Tout en excipant sans cesse, ostentatoirement, de leur fidélité à la cause des classes moyennes, ceux-ci, jour après jour, s'engagent sur le chemin – périlleux – de la déconstruction des repères conceptuels et des structures qui ont permis à celles-ci, au cours du XX^e siècle, d'incarner un réformisme intelligent, une « *institutionnalisation de mécanismes de confrontation politique dans le cadre de règles partagées* »^[165].

[161] On sait que l'on doit cette étrange et outrecuidante formule à un Alain Minc cherchant à invalider le discours de tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'idéologie dominante... et doivent donc être rejetés dans les « ténèbres extérieures ».

[162] C'est l'option idéologique et stratégique défendue – d'ailleurs brillamment – par Massimo Gaggi et Edoardo Narduzzi dans leur livre, *La fin des classes moyennes*, paru chez Liana Levi en septembre 2006. Dans ce texte passionnant à plus d'un titre, les auteurs consacrent tout un chapitre – le chapitre 2 en l'occurrence – à ce qu'ils appellent, de façon significative, « Le crépuscule du consommateur bourgeois ».

[163] « *Si la société low cost est désormais une réalité, c'est aussi un modèle inachevé, incapable d'appréhender l'homme dans sa totalité et sa complexité. Le capitalisme sauvage et les systèmes économiques dynamiques mais non démocratiques ne peuvent certes pas soigner ses pathologies. Cette nouvelle réalité sociale a donc besoin de s'humaniser : en faisant appel à la valeur pluriséculaire de l'identité occidentale, elle pourrait devenir le néo-humanisme de la société low cost* », *op. cit.*, page 165.

[164] Il est particulièrement fascinant, par les temps qui courent, de voir les tenants du libéralisme le plus radical ne cesser d'exalter les fondamentaux d'une vision du monde dérégulatrice... que l'on pouvait croire invalidée par la grande crise de 2008.

[165] *Op. cit.*, page 17.

Sans faire preuve pour autant d'un machiavélisme de bas étage, d'une volonté de tromperie manifeste, les Pouvoirs publics de nombreuses nations industrialisées, incapables de saisir – mais, hélas, surtout de maîtriser – les tenants et aboutissants de la nouvelle donne économique liée à la globalisation, poussent, par le biais de réformes structurelles fleurant en apparence le bon sens, à la remise en cause du paradigme qui avait sous-tendu l'éclosion des classes moyennes.

Un processus d'involution « piloté » par en haut ?

Entendons-nous bien : il serait parfaitement absurde de soutenir que la gouvernance des États démocratiques développés de notre temps a volontairement, subversivement, partie liée avec une volonté mortifère de détruire, jusqu'à sa racine, le contrat social républicain issu des *Lumières*, ou, si l'on préfère, de frayer avec un néo-conservatisme quelque peu rongé aux mites. Si l'offensive actuelle, pour, paraît-il, sauver notre modèle social en grand péril, présente tant de dangers, c'est tout simplement parce que, par-delà des rhétoriques séduisantes, habiles à semer la confusion, elle participe, peut-être en toute sincérité d'ailleurs, du dynamitage des fondations en ayant permis l'émergence.

Ainsi en est-il, par exemple, des fameuses politiques de « ciblage » dont l'esprit le plus souvent difficilement contestable en soi... ne manque pas, dans la pratique, de soulever des questions tout à la fois éthiques et techniques de très grande ampleur, le tout, parfois, sur fond de « confusionnisme » idéologique quasiment élevé au rang de dogme.

« Ciblage » : sous le bon sens, une perversion « anti-universaliste » ?

Quand le nouveau gouvernement issu des élections législatives de 2012 semble, par exemple, vouloir s'engager sur la voie d'une mise sous conditions de ressources des allocations familiales, au nom d'un principe d'équité quelque peu manipulé, ne met-il point le doigt dans un engrenage fatal pouvant à terme se concrétiser par l'émergence d'une politique familiale à plusieurs vitesses... frappant d'abord et avant tout les couches moyennes ? Quand dans les curieux projets de réformes abondamment commentés dans la grande presse au cours de l'année 2013, l'on ne se prive pas d'évoquer comme hypothèse crédible, comme scénario vraisemblable un plafond

Conclusion

de 5 000 €^[166] par ménage pour enclencher un processus de baisse drastique des prestations familiales, ne choisit-on point, jouant démagogiquement sur la mise en accusation des supposés « riches », de déstabiliser encore un peu plus la partie la plus diplômée et qualifiée des classes moyennes, celle qui est au cœur du dispositif de démocratisation sous-tendant l'essor, depuis des décennies, de notre *République Sociale* ? Lorsque deux chercheurs de l'INSEE, applaudis sans retenue par tout l'*Establishment* libéral, tentent de convaincre de la légitimité d'un « *bouclier sanitaire* » mettant à mal – c'est un pur euphémisme ! – la philosophie fondamentale du système de protection sociale issu des compromis sociaux de l'immédiate après-guerre, ne vivons-nous pas les derniers instants, les ultimes sursauts d'une démarche de protection sociale fondée sur le principe de l'universalité : « *cotiser selon ses moyens, recevoir selon ses besoins* » ?

Un blues à son comble...

Certes, de même « qu'une hirondelle ne fait pas le printemps », certains choix heureusement encore limités dans leurs dommages directs ou collatéraux, et des réflexions improbables inspirées par l'air du temps, ne traduisent point forcément, il faut bien le reconnaître, un triste et pur désir de table rase^[167]. Mais l'atmosphère générale qui « transpire » de ces projets mêlant, de façon potentiellement explosive, idéologie archéo-libérale et souci à peine dissimulé de déconstruire l'État social à la française, n'est pas pour rien dans le pessimisme ambiant et, plus particulièrement, dans l'angoisse du futur tétanisant une France moyenne... au bord de la révolte. Le fait qu'un quotidien à grand tirage, « populaire », puisse titrer « *Classe moyennes, Pour nos enfants, ce sera plus dur* »^[168], faisant ainsi à l'évidence l'impasse sur toute nuance, indique assez que nous vivons peut-être une séquence sociale dangereuse à plus d'un titre, favorable aux hérauts d'un « rupturisme » populiste hier rejetés aux marges de notre système politique.

[166] L'on fait allusion ici à l'une des plus spectaculaires préconisations émises par le fameux rapport Fragonard (printemps 2013).

[167] Il reste que nombre de mesures, dites de rigueur, prises ces derniers temps – plus particulièrement dans le cadre du fameux plan d'économies de 50 milliards d'euros – auront un impact non négligeable sur le pouvoir d'achat des classes moyennes. On pense ici au choix d'une stratégie de désindexation des retraites de base et complémentaires, dont les retombées seront plus que significatives pour les classes moyennes / moyennes et les classes moyennes supérieures.

[168] « Enquête sur les classes moyennes, Pour nos enfants, ce sera plus dur », *Aujourd'hui en France*, n°4205, 16 mai 2013.

Cette ambiance délétère explique sans doute que reviennent en force, dans le débat public, des thèses à la tonalité « décliniste »... incapables de susciter, ne fût-ce que de façon marginale, le moindre début de commencement d'un réformisme de qualité.

« Catastrophisme », quand tu nous tiens...

On se permettra, dans ce contexte, de se laisser aller à un scepticisme poli, pour ne pas dire plus, face à l'approche, par exemple, d'un expert reconnu comme Alain Mergier⁽¹⁶⁹⁾ donnant à voir, *via* des propos pour le moins excessifs, une France républicaine au bord de l'effondrement, ayant totalement renié, sous la pression de la crise, tous ses « fondamentaux »... pour reprendre une métaphore psalmodiée avec gourmandise par les chroniqueurs sportifs. Interrogé par le quotidien du soir *Le Monde*, cet inventeur, il y a sept ans, du concept de « descenseur social » n'hésite pas à en rajouter dans un certain et étrange catastrophisme en vogue, laissant entendre que nous vivrions les dernières heures du fameux modèle social français : « *En 2006, pour les milieux populaires, l'ascenseur social s'était mis à descendre. C'était très problématique mais cela supposait qu'il y avait un ascenseur et, de ce fait, un immeuble. Aujourd'hui, après cinq années de crise, la crainte n'est pas tant de voir descendre l'ascenseur que de voir l'immeuble s'écrouler.* »⁽¹⁷⁰⁾

On dira – et l'on aura raison – que ce genre de tocsin extrême avait déjà été sonné, il y a tout juste dix ans, par un Jean-Michel Bêlorgey⁽¹⁷¹⁾ pourtant connu pour son sens cartésien de la mesure et une pratique revigorante de l'auto-ironie. En 2003, dans la revue *Sociétal* n'avait-il pas, avec des mots dénués de la moindre ambiguïté, dressé le faire-part de la période des Trente Glorieuses : « *L'ascenseur social, c'est du passé. À l'époque des Trente Glorieuses, il y avait des inégalités importantes, mais des progrès vers l'égalité. Ensuite on a parlé de pauvreté pour éviter de parler d'inégalités. Aujourd'hui, personne ne fait plus d'études sur la mobilité sociale parce qu'on n'ose pas. La mobilité sociale ascendante a pratiquement disparu du paysage. En revanche, pour certains fils de médecins, d'avocats ou de cadres qui ont connu le désarroi scolaire, la proximité de la drogue, on peut parler d'une mobilité sociale descendante.* »⁽¹⁷²⁾

(169) Alain Mergier est sociologue.

(170) Bonnefous Bastien, « Le descenseur social des classes moyennes », *Le Monde*, vendredi 17 mai 2013.

(171) Jean-Michel Bêlorgey peut être considéré comme « l'inventeur » du RMI dans sa première version.

(172) Bêlorgey Jean-Michel, « La mobilité sociale est devenue descendante », *Sociétal*, numéro 39, 1^{er} trimestre 2003.

Conclusion

On pourrait, bien entendu, dauber cruellement sur un diagnostic à la pertinence vacillante puisqu'il apparaît, hélas, reposer sur une curieuse confusion – ou en tout cas sur une confusion savamment entretenue – entre des « accidents » existentiels peu prévisibles et des échecs scolaires tristement banaux, entre des parcours de vie pouvant, par essence, être soumis à tous les dérapages, et des logiques politiques historiquement changeantes. On pourrait aussi interroger sans tabous ce fantasme récurrent qui veut que les Trente Glorieuses aient été marquées en tout temps, en tout point par une irrésistible avancée vers une admirable égalité démocratique...

Imaginer autre chose que ce qui existe...

Mais l'essentiel n'est sans doute point là : il est, quoi que l'on puisse penser par ailleurs de l'étrangeté des raisonnements tenus, dans ce syndrome de la déréliction sociale et sociétale qui frappe les meilleurs esprits et empêche d'imaginer « autre chose que ce qui existe », risquant à tout moment, sans évidemment le vouloir, de légitimer une stratégie de l'impuissance.

Or, notre pays, pour déstabilisé qu'il soit par le cours actuel des choses, ne ressemble en rien, fort heureusement, au champ de ruines évoqué par nos Cassandre post-modernes. Nombre d'études plus ou moins récentes – et souvent effectuées par des organismes dignes de confiance – montrent que la France a plutôt mieux traversé, toutes proportions gardées, la crise que ses partenaires des pays industrialisés, réussissant, par exemple, le tour de force de contenir les inégalités... et donc à assurer, *volens nolens*, le maintien d'un niveau de cohésion fort appréciable au moment même où le spectre de la discorde civile semble s'inviter de nouveau dans le débat public.

C'est ainsi qu'en décembre 2011, démentant tranquillement l'alarmisme à la mode, un rapport de l'OCDE⁽¹⁷³⁾ apportait la preuve que la politique française de redistribution par les prestations et les impôts avait permis que, depuis les années 1980, les inégalités de revenus restent globalement stables, en raison notamment d'une explosion des hauts revenus moindre

(173) Schaeffer Frédéric, « La France relativement épargnée par le bond des inégalités de revenus au sein de l'OCDE », *Les Échos*, mardi 6 décembre 2011.

qu'ailleurs⁽¹⁷⁴⁾. Trois ans plus tard, le même organisme réitère les mêmes analyses mettant l'accent sur le fait que notre pays est parvenu à stabiliser, *via* des politiques interventionnistes adéquates, la part du revenu national « captée » – confisquée diront certains ! – par les plus riches⁽¹⁷⁵⁾.

Une « finance de marché » maîtrisée... ?

Il n'est évidemment pas question, chaussant les curieuses lunettes d'Amélie Poulain, de se laisser aller au conte de fées d'un petit village d'Astérix étant parvenu, au cours des années écoulées, à tenir complètement en lisière la violence ordinaire du marché et à préserver son art du vivre-ensemble dans un espace mondial livré à la toute puissance du « gros argent » sans foi ni loi⁽¹⁷⁶⁾. Chacun sait, comprend d'instinct, au-delà même de statistiques positives, que cette « fable » intéressée n'a que peu de rapport avec une réalité autrement angoissante, poignante : celle d'une nation s'obstinant, *via* des dirigeants souvent aveugles ou tout acquis à la *doxa* dominante, à ne pas voir que la « globalisation » – du moins dans sa version « hard » – est aujourd'hui à l'origine de nombre des maux qui, chaque jour un peu plus, rendent aléatoire la pérennisation du pacte social français.

Le temps des fausses solutions...

Si la plupart de ceux qui se sentent, se considèrent comme partie prenante de « l'aventure » des classes moyennes éprouvent, par les temps qui courent, un véritable malaise face à un futur devenu indiscernable, c'est tout simplement parce que les politiques annoncées officiellement pour les défendre, les conforter, paraît-il, dans leur statut protecteur, leur paraissent au mieux d'une légèreté inconséquente, au pire d'une contre-productivité tragique.

(174) « La part des revenus des 1 % les plus riches n'est passée que de 8,2 à 8,9 entre 1990 et 2006 là où elle a souvent doublé dans les pays anglophones. Elle atteignait ainsi 18 % aux États-Unis juste avant la crise. L'INSEE a déjà montré que si les inégalités se creusent également en France par le haut, ce phénomène concerne essentiellement le 0,001 % des ménages les plus aisés, soit quelque 6 200 personnes. », *Ibidem*.

(175) Bourdillon Yves, « Revenus : les inégalités se sont creusées depuis trente ans dans le monde », *Les Échos*, 2 et 3 mai 2014.

(176) Les dernières péripéties concernant la mise en place, au plan communautaire, de la fameuse taxe Tobin – une taxe popularisée par la mouvance altermondialiste – nous empêchent, sur ce point, de succomber à un optimisme béat.

Conclusion

En effet, incapables de poser le véritable diagnostic et sourd aux interpellations d'un pays réel « travaillé » par une crise identitaire⁽¹⁷⁷⁾ historique, les élites auto-proclamées qui se flattent, avec un soupçon d'outrecuidance satisfaite, de nous guider sur les chemins de l'avenir, ne cessent de nous proposer d'en finir... avec les dernières régulations pertinentes nous protégeant du tsunami ultra-libéral. Il n'est guère de jour, en effet, où nous ne soyons littéralement assaillis de « préconisations » soi-disant iconoclastes, fleurant bon parfois un désir de revanche idéologique hostile en tout point à la défense et illustration de l'idée même de classe moyenne⁽¹⁷⁸⁾.

Classes moyennes : tout doit disparaître !

À en croire, par exemple, certains analystes ne cherchant même plus à dissimuler l'idéologie délétère sous-tendant leur dialectique, le temps serait enfin venu, pour les nations occidentales surtout, d'admettre que leurs classes moyennes doivent disparaître définitivement, cédant la place à la « classe de masse » globalisée⁽¹⁷⁹⁾, dopée au *low cost* et au sabir d'aéroport appelé « *globish* ». Bref, tirant un trait définitif sur notre histoire sociale récente, l'intelligence nous commanderait de nous délester de toutes les calembredaines « progressistes » et autres illusions républicaines pour communier dans cet impératif s'apparentant à une heureuse « fin de l'histoire » : « *contribuer au gouvernement de la société low cost.* »⁽¹⁸⁰⁾

Demain, un « collectivisme » libéral ?

Si, d'aventure, pareil programme venait à s'incarner, bouleversant les équilibres profonds de notre modèle social, c'est tout le logiciel républicain, comme on aime à le répéter de nos jours, qui se verrait renvoyé dans les poubelles de l'Histoire. Une forme inédite de collectivisme inventant, pour notre plus grand malheur, une synthèse hasardeuse entre l'impérialisme

[177] Par « crise identitaire », nous évoquons surtout ici, on l'aura compris, les débats - houleux, confus, en grande partie manipulés - qui concernent l'avenir de notre modèle d'État social.

[178] Cf. Godeau Rémi, « Les Français libéraux malgré eux », *L'Opinion*, mardi 6 mai 2014.

[179] « *Ce qu'il faut changer c'est le modèle d'économie de marché qui a si longtemps déterminé les décisions politiques du Vieux Continent. Un modèle fondé sur le rôle de la classe moyenne, qui doit maintenant laisser le devant au capitalisme de la classe de la masse.* », Massimo Gaggi, Edoardo Narduzzi, *op. cit.*, page 164.

[180] *Op. cit.*, page 165.

marchand et un égalitarisme au rabais ferait de la *Vieille Europe* un territoire de « nulle part », coupée définitivement de son aspiration séculaire à la promotion de la mixité sociale et de la personne dans toutes ses dimensions.

Dans les ruines, une parole de libération

Mais rien n'est jamais écrit et, en nos « temps de détresse »⁽¹⁸¹⁾, des voix s'élèvent – des voix venues d'un « ailleurs » conceptuel aux mille nuances et contradictions créatrices – pour annoncer la bonne nouvelle d'une « autre politique » renouant, par le biais d'une souveraineté démocratique et économique reconquise sur les forces du marché, avec l'esprit du solidarisme républicain de toujours et permettant aux classes moyennes – ces enfants légitimes du meilleur de l'Ère des Lumières – de ne point être sacrifiées sur l'autel de la dérégulation marchande et de perdurer dans leur être.

Ces voix, certes, ont quelque difficulté – c'est un doux euphémisme ! – à se faire entendre dans le brouhaha médiatique tenant trop souvent lieu de débat intellectuel. Leur impact réel peut même sembler dérisoire au regard des enjeux historiques qui se profilent à un horizon politique et idéologique lesté d'ambiguïtés redoutables. Mais, dans leur insuffisance notoire, parfois leur incapacité à dessiner les contours d'un autre type de société, elles œuvrent quand même – et c'est là ce qui les rend si précieuses – à forger un « autre récit », un récit pragmatique et refondateur puisant à d'autres sources idéologiques... émancipées des visions dominantes.

Qu'elles s'inscrivent dans une relecture des principes sociaux chrétiens, qu'elles redécouvrent les intuitions percutantes – et souvent pertinentes – des « jeunes gens en colère »⁽¹⁸²⁾ des années trente ou qu'elles cherchent à se réapproprier, avec réalisme, les concepts du républicanisme d'un Léon Bourgeois, leurs démarches sont au cœur d'un soulèvement intellectuel et pacifique visant, ni plus ni moins, à redonner toute sa chance à une conception du monde *stricto sensu* « personnaliste » offrant à chacun la possibilité d'accéder aux plus hautes fonctions, loin des conservatismes pseudo-prolétariens et des « bunkérisations » oligarchiques.

(181) Allusion au célèbre vers du poète romantique allemand, Hölderlin.

(182) De plus en plus d'ouvrages – des ouvrages écrits par de très jeunes chercheurs – réinterrogent, avec intelligence, les pistes de réflexion « révolutionnaires » avancées par ceux qu'il est convenu d'appeler les « non-conformistes des années trente ».





ANNEXES





Extrait de quelques ouvrages

Le capitalisme, la classe moyenne et l'enseignement

Extrait de *Action socialiste* (première série) de Jean Jaurès (Bellais, 1899).

Le capitalisme et la classe moyenne

« *La Dépêche* » du dimanche 10 mars 1889

Je disais naguère que le mouvement social, dans notre siècle, pourrait se résumer ainsi : abaissement continu du prolétariat, écrasement continu de la classe moyenne par la classe capitaliste.

Les industriels petits et moyens, les commerçants petits et moyens fléchissent sous le poids des grands capitaux. Ceux-ci seuls peuvent procéder aux grandes installations mécaniques ; seuls, ils ont le crédit à très bon marché. C'est ainsi que, de plus en plus, les petits magasins sont absorbés par les gros, et que les petits patrons sont dévorés par les sociétés anonymes.

La spéculation des financiers a travaillé en outre contre la classe moyenne ; les hauts barons de la banque, qui sont une puissance dans l'État, ont haussé peu à peu le cours des actions des chemins de fer, qu'ils détiennent, et ils ont obtenu des gouvernements successifs, pour ces valeurs de spéculation, la consolidation des dividendes. C'est ainsi que les tarifs des chemins de fer sont obligés de payer l'intérêt d'une majoration de plus d'un milliard sur la valeur première et vraie des actions. Or, ces tarifs,

accroissant les frais généraux de la production, contribuent encore à écarter de la lutte les petits capitaux.

De plus, à mesure que les entreprises industrielles et commerciales, mises en actions, sont devenues des entreprises financières, le jeu de la spéculation s'est étendu non seulement à ces actions mêmes, mais aux produits, aux marchandises ; on joue aujourd'hui sur tout, sur les laines, la soie, le coton, le sucre, le café, les métaux. Le marché industriel et commercial est livré ainsi aux mêmes secousses, aux mêmes entreprises, aux mêmes paniques et aux mêmes combinaisons que le marché financier. Le petit industriel, le petit commerçant sont, malgré eux, sans s'en douter, traînés en Bourse. Or, pour résister à toutes les secousses de la spéculation, il faut avoir les reins solides, et, par là encore, les capitaux modestes sont écrasés.

Mais ce n'est pas tout. Les gros capitalistes se sont dit : « Puisque tout n'est plus qu'un jeu, il faut jouer à coup sûr ; pour cela il faut accaparer les produits par des syndicats puissants ; étant maîtres de toute la marchandise, nous serons maîtres des prix. » Le fameux syndicat des cuivres, qui va faire autant de mal par sa chute qu'il en a fait par sa formation, est l'exemple le plus connu ; mais c'est par centaines que se comptent les syndicats internationaux. D'où, pour la classe moyenne des producteurs, une double conséquence fâcheuse.

D'abord, le prix des matières premières dont ils ont besoin est livré à l'arbitraire des financiers ; ils paient la marchandise plus cher qu'elle ne vaut, et ils ne sont même pas assurés d'une certaine fixité des prix, car il peut entrer dans les vues secrètes du syndicat de faire, à tel moment, la hausse ou la baisse, et puis, quelque puissantes que soient ces sociétés d'accaparement, il y a toujours quelques sociétés rivales qui essaient de provoquer des débâcles, dont le contre-coup est ruineux pour la classe moyenne des négociants et des producteurs.

Le second mal est celui-ci : Ces syndicats de capitalistes oppriment, pourchassent, ruinent tous ceux qu'ils ne peuvent pas englober et qui ne sont pas de taille à résister longtemps ; de là, encore, assujettissement et écrasement de la classe moyenne.

Il est impossible de chiffrer les milliards qui ont été ainsi, peu à peu, soutirés à la classe moyenne par tous les moyens réunis de la classe capitaliste, par le développement des grands magasins et de la grande industrie, par les syndicats financiers et les coalitions de capitaux.

Un seul fait précis pourra, non pas en donner une idée, mais en donner, si l'on peut dire, le pressentiment. La maison du Bon Marché, à Paris, ne s'est

guère développée que dans les vingt dernières années. Or, Madame Boucicaut a laissé l'an dernier, à sa mort, une fortune de 120 millions. De combien de maisons disparues et d'indépendances englouties est faite cette fortune ?

La classe moyenne des producteurs ruraux a été atteinte, elle aussi, par le capitalisme ; les fermiers ont été, en somme, ruinés par lui. En effet, dans le mouvement général de la spéculation, la terre elle-même est entrée en danse. Le développement des grandes villes et de la consommation, le développement des moyens de transport, l'abondance des capitaux ont fait, vers le milieu de l'empire, hausser subitement le prix des terres et, en même temps, le prix des fermages. Le propriétaire a demandé deux fois plus, trois fois plus au fermier. Les capitaux engagés dans le sol exigeaient comme les autres une large rémunération. Les fermiers ont consenti, d'abord parce qu'ils n'avaient pas le choix, et puis parce qu'ils étaient aveuglés et éblouis par la prospérité passagère qui résultait de la hausse générale des prix.

Ainsi, pendant vingt ans, de 1860 à 1880, la terre a produit de l'argent à flots ; mais cet argent ne retournait pas à la terre en améliorations durables : il ne faisait que passer par les mains du fermier, et il allait se perdre aux mains du propriétaire oisif, ou dans les dissipations du luxe ou dans d'autres placements financiers. Aussi, quand la crise agricole est survenue, quand la concurrence étrangère s'est développée, lorsque la chute de toutes les valeurs en 1882 a entraîné la baisse générale des prix, la classe moyenne des fermiers a été écrasée sous des baux excessifs. Un capitalisme absorbant ne lui avait pas laissé les réserves nécessaires, qui auraient permis de perfectionner l'outillage, d'améliorer le sol et le bétail, de multiplier les engrais et de lutter. Ils se sont aperçus alors qu'au fond de l'apparente prospérité qui avait duré de 1860 à 1880, il n'y avait, à la première épreuve, que le néant et la ruine. Aussi la classe moyenne des producteurs ruraux songe-t-elle aujourd'hui à chercher des garanties pour le travail rural.

Autre exemple, qui montre l'universalité du mal. Jusqu'ici les vigneronns de la Champagne vendaient leur vendange au prix de l'année, selon l'abondance et la qualité de la récolte. Il y a deux ans, les fabricants de vin de Champagne se sont formés en syndicat et ils ont offert aux vigneronns un prix unique très inférieur. Les vigneronns, n'ayant ni capitaux, ni marques connues, ont dû s'incliner devant la coalition capitaliste : ils ont été étranglés comme le petit commerce.

J'entends ne rien exagérer : il y a encore beaucoup d'industries, comme la bijouterie, la tannerie, qui peuvent être abordées avec des capitaux

modestes ; il y a de plus, dans la classe moyenne de notre pays, un tel esprit d'ingéniosité, d'initiative, d'épargne, qu'en bien des points le petit patronat se maintient encore ; mais il est menacé et sera bientôt débordé de toutes parts. Un ouvrier fort intelligent des Pyrénées-Orientales m'écrit : « Les usines de quincaillerie ont remplacé la serrurerie ; la fonderie a remplacé la forge ; il y a des usines de ferblanterie, de bimbéloterie. Dans la cordonnerie tout se fait à la machine, dans la menuiserie également... » Or, qu'est-ce que le triomphe de la machine, sinon le triomphe des grands capitaux ? Avant un demi-siècle, la classe moyenne sera délogée de ses derniers retranchements et refoulée en masse vers le salariat.

Elle ne subit pas seulement un dommage matériel ; elle subit un dommage moral ; non seulement elle est atteinte dans son esprit d'indépendance, mais elle est menacée dans ce sentiment de générosité humaine que développent presque toujours la haute éducation et la science. L'élite scientifique des classes moyennes se fait une place dans le monde nouveau, elle monte, mais à quel prix ? En se mettant du côté de la force, je veux dire du capital oppressif. Avec le machinisme et la grande industrie, les capitalistes ont besoin des ingénieurs et ceux-ci arrivent à de belles situations. Mais, comme leur rôle social est éloigné de ce qu'il doit être ! Ils pouvaient être la science mise au service du travail et des travailleurs ; ils pouvaient être non seulement des valeurs techniques, mais des valeurs humaines ; ils pouvaient organiser non seulement les installations mécaniques, mais encore la solidarité, la prévoyance, l'équitable répartition des fruits du travail ; ils pouvaient, en introduisant tous les perfectionnements mécaniques, ménager les transitions, ouvrir doucement les débouchés nouveaux aux travailleurs éliminés par une machine, déterminer, par l'accord des producteurs, les limites que la production ne pouvait dépasser sans périls d'encombrement et de chômage ; ils pouvaient, en un mot, réaliser la belle formule que Bancel proposait en 1848, la formule du progrès convergent, c'est-à-dire l'harmonie continue du progrès mécanique et du progrès humain.

Et, certes, ils le voulaient. Il n'y a qu'à voir le travail de l'École Polytechnique de 1830 à 1848. Tous ces jeunes gens étaient pleins de vastes pensées et de hautes ambitions ; ils avaient le sentiment que les conditions nouvelles de la science et de l'industrie allaient faire la vie très dure aux travailleurs ; ils auraient voulu corriger la transformation industrielle par la transformation sociale ; ils auraient voulu que la science fût vraiment et en tous sens libératrice.

Depuis, peu à peu, par la force des choses, par le naufrage des idées de fraternité sociale, disparues au Deux-Décembre avec la liberté politique, ils ont été accaparés et annexés par le capital ; il les a peu à peu intéressés à ses exigences, et ils ne sont plus guère aujourd'hui que les serviteurs du dividende ; mais cette chute forcée n'a pas été sans humiliation et sans souffrance, et je suis convaincu que, lorsque les horizons fraternels se rouvriront devant nous, l'élite scientifique des classes moyennes retrouvera avec joie les inspirations généreuses de la première heure.

La classe moyenne et la question sociale

« La Dépêche » du dimanche 17 mars 1889

J'ai montré que, par le développement du grand commerce et de la grande industrie, par la puissance croissante du capital, par l'invasion prochaine des machines dans le monde agricole, la classe moyenne était menacée de toute part, à la campagne comme à la ville, de déchéance sociale et de dépérissement. Qu'est-ce à dire, sinon que la classe moyenne doit, au même titre que le prolétariat, se préoccuper du problème social ?

Tout d'abord, il est bien naturel que ces petits patrons qui sont voués fatalement, eux ou leurs fils, à devenir ou des ouvriers ou des contremaîtres de la grande industrie, se préoccupent du sort qui est fait aux ouvriers par la grande industrie. Peut-être quelques-uns de ces petits patrons arriveront-ils à sauver leur indépendance, mais c'est à condition que certaines pratiques de solidarité et de mutualité s'introduisent dans la lutte industrielle ; et cela encore fait partie du problème social.

En second lieu, il y a tous les commerçants, petits ou moyens, qui sont ou dévorés ou menacés par les grands magasins ou leurs succursales ; ils sont destinés, un jour ou l'autre, au moins pour une grande part, à être de simples employés dans d'immenses organisations commerciales alimentées par d'énormes capitaux. Ils y seront ou caissiers, ou comptables, ou voyageurs, ou inspecteurs, ou chefs de rayon, ou commis. Dès lors, il est naturel que eux, qui seront peut-être les employés de demain, se préoccupent du sort qui est fait par le grand commerce aux employés d'aujourd'hui.

Je parlais l'autre jour du Bon Marché ; j'y puis trouver un exemple précis de ce que peuvent être les intérêts et les revendications des employés du grand commerce. Sur sa rapide et colossale fortune de 120 millions, Madame Boucicaut a laissé 16 millions à répartir aux employés de tous

Annexes

grades, selon leur traitement et leurs années de service. Il en est beaucoup qui ont été réjouis par l'arrivée soudaine d'un petit capital de dix, quinze, vingt mille francs. De plus, Madame Boucicaut organisait à leur intention des institutions de secours mutuel et de retraite. C'est très bien ; mais ce legs qu'elle a fait, elle aurait pu ne pas le faire ; et sa générosité même prouve combien est défectueux un mécanisme qui peut ainsi accumuler aux mains d'une seule personne une fortune inouïe, et qui n'associe pas nécessairement à cette fortune tous ses collaborateurs.

Mais ce n'est pas tout : les employés de tous les magasins de Paris ont tenu plusieurs assemblées ; ils ont tenté de se syndiquer pour remédier à l'excès de travail écrasant qui pèse sur eux. Cet excès est la suite inévitable de la concurrence illimitée. Les magasins restent ouverts le plus possible, se disputant les uns aux autres les clients attardés ; si bien qu'après avoir vendu tout le jour et une partie de la soirée, les employés sont obligés de passer une partie de la nuit à tout remettre en place et en ordre pour le lendemain. Il ne reste plus rien, en vérité, dans cette vie surmenée, de ce qui fait le prix de la vie humaine. Si tous les magasins d'une même catégorie adoptaient une heure de clôture raisonnable et uniforme, aucun n'y perdrait, et le fardeau qui écrase les employés anémiés serait allégé.

Or, notez que cet ensemble de mesures, la participation certaine des employés aux fortunes croissantes du grand commerce, la réduction dans des limites tolérables du travail énervant qui leur est imposé, n'aurait pas seulement pour effet d'améliorer et de relever la condition des employés ; il aurait encore cet effet indirect, en ajoutant aux charges des grands capitaux, de permettre aux capitaux modestes de prolonger la lutte. Ainsi, les crises et les douleurs qui naissent des brusques transformations seraient singulièrement adoucies, et la bourgeoisie commerçante marcherait à des destinées moins mauvaises par des chemins moins rudes.

Ce n'est pas tout encore ; il y a une chose que la classe moyenne des commerçants perd peu à peu sous la pression des grands capitaux : c'est l'espérance d'arriver haut.

Le petit commerçant, le moyen commerçant, jadis, espéraient grandir, fonder une maison, non pas écrasante pour les autres, mais considérable. Cette espérance était le ressort de leur activité, la joie de leur vie. Or, sous le poids des grands capitaux, ou bien ils végètent, ou, transformés en employés, ils ne peuvent espérer atteindre jusqu'au sommet ; les sommets sont occupés, en effet, par des conseils de capitalistes, qui savent bien utiliser les facultés ardentes d'une partie de la bourgeoisie laborieuse, mais qui lui

barreront toujours le chemin. Le problème ne se pose pas seulement pour le grand commerce, il se pose aussi pour la grande industrie. Elle appartient aux actionnaires, elle est dirigée par des conseils d'administration, c'est-à-dire par des conseils de capitaux ; et, quant à tous ceux qui sont pris sans fortune dans cet immense engrenage, ils ne peuvent avoir l'espérance, quelles que soient leur ardeur, leur intelligence, leur expérience, d'arriver à la direction suprême ou de l'immense commerce ou de l'immense industrie.

Devant la bourgeoisie laborieuse qui voudrait monter, la puissance brute du capital se dresse ; toutes les hauteurs sont occupées ou du moins presque toutes, car le capital anonyme, qui s'est emparé d'abord des plus hautes cimes, s'installe peu à peu sur toutes les cimes secondaires qui restaient encore abordables au seul élan de l'intelligence et de la volonté. De même qu'autrefois dans la marine et dans l'armée les hauts grades étaient interdits à la bourgeoisie comme au peuple, de même aujourd'hui les hauts grades du commerce et de l'industrie, accaparés par une féodalité nouvelle, sont interdits à la bourgeoisie laborieuse comme au peuple.

Il n'y a pas là seulement, songez-y bien, un problème social ; il y a un problème national. Car le jour où ce qu'on peut appeler les hautes fonctions du travail ne pourraient plus être conquises par la seule force de l'intelligence, de la science, de l'activité, de la probité, ce jour-là, faute d'espérance, c'est-à-dire d'aliment, les facultés essentielles de notre race s'épuiserait. Notre peuple ferait place à je ne sais quelle immense plèbe traînant, sous la redingote de l'employé éteint comme sous le bourgeron de l'ouvrier dompté, le même désenchantement, le même avilissement. Elle serait, de temps à autre, secouée par des réveils de convoitise et de démagogie furieuse ou plate ; elle aurait perdu, avec le respect du travail considéré désormais comme l'esclavage indéfini, le respect d'elle-même et de la vie.

J'entends souvent des esprits superficiels dire : « Tout le mal vient de l'éducation qui est donnée par l'Université à la bourgeoisie française. On veut faire de tous ces jeunes gens des lettrés, des savants, des artistes, des bureaucrates ; on ne leur donne ni le goût du commerce et de l'industrie, ni les connaissances pratiques ; par là, on fait des inutiles et des déclassés. »

Hé ! Messieurs ! prenez-y garde ; ce qui fait des déclassés, dans la bourgeoisie française, ce n'est pas la puissance de l'instruction, c'est la puissance abusive du capital. Vous leur dites : Marchez, allez sur tous les chemins du travail, – et, sur tous ces chemins, se dresse, comme un obstacle infranchissable, la puissance brute du capital anonyme. Il n'y a guère plus de place, dans la jeunesse instruite et pauvre, pour les hautes ambitions

honnêtes, qui, certes, dans aucun ordre social, ne se réaliseront toutes, mais qui, même quand elles restent à l'état de rêve irréalisé, sont le ressort de la vie. Tous ceux qui ont de grandes audaces se jettent dans les opérations et les combinaisons de finance, car c'est là que se ramasse, aujourd'hui, aux dépens de la bourgeoisie comme aux dépens du peuple, la force vive de la nation.

Et vous voulez, parce que la bourgeoisie pauvre est abaissée par la puissance abusive du capital, que nous l'abaissions encore par la médiocrité d'une éducation servile ? Je ne dis point qu'il ne faut pas accommoder plus exactement l'éducation des classes moyennes aux conditions du temps présent, mais il faut la tenir toujours très haute. Notre seul espoir, précisément, est que la disproportion s'aggrave encore entre la valeur intellectuelle et morale de la bourgeoisie pauvre et la situation humiliée qui lui est faite par le capital anonyme.

Pourquoi y a-t-il eu une révolution, en 1789, contre la féodalité territoriale et mobilière ? Parce que la bourgeoisie française valait mieux que sa condition. Pourquoi y aura-t-il forcément contre la féodalité capitaliste une révolution analogue, que notre devoir est de préparer en la réglant ? C'est parce que le peuple des ateliers, le peuple des champs, la bourgeoisie laborieuse et pauvre valent mieux, par le cerveau et par le cœur, que la condition sociale qui leur est faite.

Et c'est parce que la République, en élevant les esprits et les cœurs par la liberté politique et la pleine éducation, accélère l'évolution de la justice sociale, que tous ceux qui ont besoin de cette justice doivent rester obstinément fidèles aux institutions républicaines.

Or, ceux qui en ont besoin sont dans la nation l'immense majorité. Les abus, quelle que soit leur étendue, ne profitent qu'à un petit nombre. La France, à la veille de 1789, mourait de privilèges, et les privilégiés n'étaient pas 200 000. La féodalité capitaliste, qui fait tant de mal à la nation, n'est pas utile à beaucoup. Donc, ce n'est point de l'agitation violente et exclusive de telle ou telle fraction sociale, c'est d'une sorte de mouvement national que doit sortir la justice.

De même qu'en 1789 le peuple et la bourgeoisie se trouvèrent unis pour abolir les privilèges nobiliaires et les abus féodaux, de même, à la veille de 1889, le peuple et la bourgeoisie laborieuse doivent s'unir pour abolir les privilèges et les abus capitalistes.

Source : http://fr.wikisource.org/wiki/Action_socialiste/Le_Capitalisme,_la_Classe_moyenne_et_l%E2%80%99Enseignement

Éclatement, segmentation ou réunification du salariat ?

Extrait de *L'adieu à la classe moyenne* (chapitre 2, partie 4) de Jean Lojkin (édition La Dispute).

L'unification du groupe cadres reposait sur certains privilèges qui distinguaient les cadres du reste du salariat. Sécurité de l'emploi, garantie de carrière, caisse de retraite spécifique, délégation de pouvoir dans l'entreprise, accès privilégié au logement, à l'école, aux équipements collectifs des centres-villes, toutes ces caractéristiques ont donné consistance au mythe unificateur du cadre, contre la polarisation travail/capital que représentait l'identification à la « classe ouvrière ». Ces dispositifs devaient souder l'alliance entre la classe dominante et le salariat intermédiaire, afin d'éviter tout rapprochement avec le salariat populaire (ouvriers et employés).

La crise économique structurelle déclenchée dans les années soixante-dix a porté atteinte à tous ces avantages acquis ; on peut même dire que plus la crise se prolonge, plus elle aggrave la remise en cause de l'État-providence, dont les agents et le principal bénéficiaire furent justement les couches moyennes salariées. Du coup, la crise a mis en lumière tout ce qui séparait les composantes du groupe cadres. Non seulement le type idéal du cadre industriel exerçant un pouvoir disciplinaire sur des exécutants est aujourd'hui remis en cause par le management participatif, mais il n'a jamais correspondu à l'autorité intellectuelle des enseignants ou des chercheurs scientifiques. L'autonomie et la polyvalence des nouveaux groupes de travail brouillent complètement l'ancienne division entre cadres et ouvriers, tandis que se multiplient les cadres non encadrants, les ingénieurs diplômés sans pouvoir hiérarchique, ni accès aux informations stratégiques.

La brutalité des restructurations industrielles, décidées en dehors des salariés, y compris des cadres opérationnels, la remise en cause des caisses de retraites, l'intensification du travail, la pratique systématique des heures supplémentaires non payées, ont révélé le fossé qui séparait les cadres dirigeants, bénéficiaires de mesures financières d'exception en cas de licenciement, et les autres salariés.

Du côté des professions intellectuelles de la fonction publique, le fameux « capital culturel », à défaut d'un capital économique inexistant, était censé justifier leur appartenance à la bourgeoisie (ou à la petite-bourgeoisie) ; il s'est révélé de peu de secours face à la précarisation et à la dévalorisation



Annexes

des statuts. Et pourtant, contrairement à la prophétie du *Manifeste communiste*, la petite-bourgeoisie n'a pas disparu, elle n'a pas été engloutie dans un prolétariat réuni, homogénéisé par l'accumulation du capital.

Le délitement du pôle identitaire ouvrier et du groupe cadres n'a pas débouché sur la « grande simplification » des rapports de classes et sur un « retour » aux deux classes antagonistes. L'éclatement du groupe cadres a certes mis fin à une unification symbolique factice, purement idéologique, mais il a donné naissance en même temps à un salariat beaucoup plus complexe, multipolaire, dont on peine aujourd'hui à repérer l'identité, la cohérence.

Les références persistantes – et dominantes dans le monde entier – à la « classe moyenne », alors que les références à la classe ouvrière ne cessent de décliner, interpellent le sociologue. Ni classe ouvrière, ni cadres, la majorité des composantes du nouveau salariat n'a toujours pas de nom, ni de représentation adéquate.



Cadres et professions intermédiaires : 1962/2002

Extrait de *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, sous la direction de Paul Bouffartigue (édition La Dispute).

CADRES ET PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES : 1962/2002 *						
	1962		2002		62/02 Évolution relative (en %)	2002 Proportion femmes (en %)
	Effectifs (milliers)	%	Effectifs (milliers)	%		
Cadres, professions intellectuelles	892	4,70	3 656	14	310	36,3
Professions libérales	133	0,69	321	1,23	141	37,9
Cadres fonction publique	157	0,82	353	1,36	125	35,8
Professeurs, prof. scientifiques	98	0,51	803	3,08	719	55,7
Professions informatique, arts, spectacles	59	0,31	250	0,96	324	43,8
Cadres administratifs et commerciaux Entreprises	281	1,47	1 094	4,20	289	37,6
Ingénieurs, cadres techniques entreprises	159	0,83	924	3,55	481	15,6
Professions intermédiaires	2 114	11,03	5 442	20,90	157	47,2
Instituteurs	385	2,01	863	3,31	124	64,5
Professions de la santé et du travail social	190	0,99	1 094	4,20	476	76,9
Clergé, religieux	151	0,79	14	0,05	- 91	11,3
Professions administratives fonction publique	181	0,94	415	1,59	129	52,5
Professions administratives et commerciales entreprises	558	2,91	1 625	6,24	191	51,3
Contremaîtres, agents de maîtrise, techniciens	635	3,31	1 629	6,26	157	10,3
Total population active	19 158	100	26 039	100	35,9	45,8

* Catégories socioprofessionnelles individuelles de la population active.

1962 : recensement. 2002 : enquête Emploi

Les transformations de la structure sociale : l'explosion des catégories intermédiaires

Évolution par l'emploi des catégories socioprofessionnelles 1954-1982 (ancienne nomenclature)⁽¹⁾

Extrait de *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*, de Marie-Hélène Bacqué et Stéphanie Vermeersch (Les Éditions de l'Atelier).

Catégories socioprofessionnelles	1954 Eff. en milliers (%)	1975 Eff. en milliers (%)	1982 Eff. en milliers (%)
Agriculteurs exploitants	3 966 20.7	1 951 7.6	1 448 6.2
Salariés agricoles	1 1161 6.0	375 1.7	304 1.3
Patrons de l'industrie et du commerce	2 031 12.0	1 709 7.8	1 737 7.4
Professions libérales et cadres supérieurs	554 2.9	1 459 6.7	1 810 7.7
Professions libérales	120	172	220
Professeurs, professions littéraires et scientifiques	80	377	479
Ingénieurs	76	256	346
Cadres administratifs supérieurs	277	654	764
Cadres moyens	1 113 5.8	2 765 12.7	3 254 13.8
Instituteurs	737	828	nc
Services médicaux et sociaux	385	298	432
Techniciens	193	759	923
Cadres administratifs moyens	534	970	1 071
Employés	2 068 10.8	3 841 17.7	4 474 19.9
Employés de bureau	1628	3 104	3 746
Employés de commerce	441	737	931
Ouvriers	6 490 33.8	8 207 37.7	8 266 35.1
Personnels de service	1 018 5.3	1 243 5.7	1 531 6.5
Autres catégories	514 2.7	524 2.4	498 2.1
Total	19 185 100	21 775 100	23 525 100

Source : INSEE, Recensements de 1954, 1975, 1982.21 775

(1) Tableau extrait de Serge Bosc, *Stratification et transformations sociales. La société française en mutation*, Paris, Nathan, 1993, p.66.

CFTC
Service Prospective et Stratégie
Juin 2005

Les classes moyennes : quel enjeu stratégique pour la CFTC ?

Longtemps oubliées de la scène politico-médiatique, les classes moyennes seraient-elles en passe de devenir les nouvelles égéries d'une classe politique en mal de mesures mobilisatrices ? Les discours des politiques, repris largement dans les médias depuis quelques mois, le laissent à penser.

Rien de très exaltant dans la définition d'une classe sociale définie par défaut, « en creux », autrement dit par ce qu'elle n'est pas : ni pauvre, ni riche, ni influente, elle regroupe un salariat de niveau intermédiaire, auxquels s'ajoutent désormais une partie des cadres moyens. Les cadres supérieurs craignent d'en faire un jour partie, tandis que la frange inférieure de cette classe redoute le déclassement qui la ferait basculer dans la pauvreté. Pourtant, les deux tiers des Français appartiennent à une classe moyenne définie au sens large, ce qui justifie notre volonté de connaître son évolution, afin de mieux cerner ses attentes.

La précarité, la dégradation des conditions de vie, l'insécurité de l'emploi, les difficultés face au logement, frappent aujourd'hui les classes moyennes. Deux décennies de chômage, de sous-emploi, de blocage de l'ascenseur social ont progressivement détruit le mythe d'une classe sociale propulsée par le boom économique et social des Trente Glorieuses.

Les chiffres clé

Officiellement courtisées, regroupant les deux tiers de la population française, les classes moyennes n'en demeurent pas moins les grandes perdantes des réformes politiques et fiscales qui se sont succédées. Le portrait social dressé par l'INSEE en novembre 2004 jette un éclairage peu flatteur sur l'impact des différentes mesures (baisse des impôts sur le revenu, prime pour l'emploi, politique familiale), prises entre 2000 et 2003. Suite à ces mesures censées leur être destinées, les classes moyennes ont perçu des transferts de revenus deux fois moins importants que ceux destinés aux ménages situés aux deux extrêmes de l'échiquier social, à savoir les classes modestes et les ménages les plus aisés. La précarité, une dégradation des conditions de vie, l'insécurité de l'emploi, les difficultés face au logement, les frappent désormais. En l'espace d'une décennie, le risque de perte d'emploi des professions intermédiaires du secteur privé s'est accru de 30 %. Les classes moyennes subissent une régression de leur pouvoir d'achat, qui a reculé de 0,2 points entre le troisième et le quatrième trimestre 2004. Les revendications salariales qui prennent de l'ampleur participent à une nécessaire revalorisation du travail, seule à même d'enrayer le mécanisme de récession qui frappe les classes moyennes.

Promouvoir notre modèle social

Cette synthèse nous permet de comprendre que les classes moyennes se trouvent les grandes perdantes d'une démarche politique qui privilégie, pour des raisons très différentes, les deux extrémités de l'échiquier social. Ceux que l'on considère comme les plus pauvres et les grands exclus, et ceux qui, paraît-il, tirent la croissance. En d'autres termes, l'État, depuis de nombreuses années, procède de façon systématique à des stratégies dites de ciblage qui, d'une part, jouent un rôle de filet de sécurité minimal pour les plus pauvres, et d'autre part, constituent une aide active aux plus privilégiés... sous le prétexte que ceux-ci seraient le moteur du dynamisme économique.

Cette stratégie nous semble dangereuse à bien des égards, dans la mesure où elle risque de pousser une partie des classes moyennes dans les bras des partisans d'une économie libérale pure et dure. Prises en étau, les classes moyennes ne risquent-elles pas d'écouter ceux qui proposent de

privatiser notre système de protection sociale ? Or, si les classes moyennes venaient à douter de la pertinence de ce modèle, il y a fort à parier que nous nous engagerions très vite sur la voie menant à une américanisation de la protection sociale. Une américanisation, dont chacun sait qu'elle se traduit par un recul des droits sociaux, y compris pour les classes moyennes. Contrairement aux idées véhiculées par certains milieux, le coût d'un financement privé de la protection sociale se révèle parfaitement prohibitif pour les classes moyennes.

Il nous paraît donc essentiel de rappeler que seul un modèle social fondé sur l'idée d'égalité et d'universalité est à même de garantir à chaque citoyen un accès aux droits fondamentaux qui garantissent son indépendance et sa dignité.

Quelles réformes mettre en œuvre pour empêcher que les classes moyennes écoutent les sirènes du libéralisme et participent au délitement du pacte républicain ?

Grandes lignes d'un projet de soutien aux classes moyennes

Mener une vraie politique familiale

Mener une vraie politique de la famille, qui réponde aux attentes des classes moyennes. Mise en adéquation de l'offre de mode de garde avec la demande. Faire coïncider les indicateurs démographiques (naissances d'enfants, suivi des générations) et les places de garde destinées aux enfants de moins de 3 ans.

Impulser un effort budgétaire particulier pour les territoires déficitaires en structures de garde.

Renforcer la professionnalisation et la formation professionnelle des assistantes maternelles. Faire en sorte qu'elles acquièrent un statut de salariées à part entière. Mettre en place des formations diplômantes s'inspirant de celles validant les formations de puéricultrices et auxiliaires de puériculture.

[...]

Des mesures pour faciliter l'accès au logement

Accroître l'effectivité de l'article 432-3, alinéa 6 du code du travail, qui stipule que pour toute entreprise ayant un CE : « Le comité d'entreprise doit être consulté sur l'affectation de la contribution sur les salaires à l'effort de construction, quel qu'en soit l'objet ».

Proposer un moratoire sur les ventes d'appartement à la découpe afin d'avoir le temps de dégager de véritables solutions alternatives, un délai plus important lors des ventes de logement afin que les locataires puissent trouver un logement de remplacement. Il s'agit en effet d'éviter la « gentrification » des centres villes et donc de pérenniser un modèle de mixité sociale.

La CFTC suivra avec la plus grande attention les préconisations de Martine Aurillac au sujet de la proposition de loi sur la vente à la découpe qui sera examinée le 16 juin par l'Assemblée nationale.

Mise en place d'un programme de construction de logements locatifs sociaux destinés aux plus démunis comme aux classes moyennes.

Relèvement du plafond des aides de type APL, AL, ALS, de façon à permettre aux franges les plus modestes des classes moyennes d'y accéder.

Faire en sorte que le 1 % patronal ne soit pas détourné de sa vocation originelle et permette une aide réelle aux salariés des classes moyennes.

La CFTC demande la création d'un service public du logement, afin de donner tout son sens à l'idée de droit au logement : un toit, c'est un droit !!

Des mesures fiscales à étudier

Procéder à une évaluation transparente et partagée de l'impact des différentes mesures fiscales envisagées. Lorsque des propositions de lois sur la fiscalité sont envisagées, demander que les études *ex-ante* portant sur l'impact de ces mesures pour les différentes tranches de revenus soient rendues publiques et largement diffusées, afin d'avoir une connaissance plus fine et plus précise sur les différents publics ciblés.

Privilégier une vraie politique salariale

Convocation d'une conférence nationale sur les salaires, afin de remettre à plat toutes les politiques salariales depuis vingt ans.



Dans une société où 80 % des travailleurs sont des salariés, il nous semble juste de privilégier une revalorisation des grilles salariales, plutôt que de mener des politiques favorisant les revenus du capital, tels l'intéressement, les stock-options...

Remettre en cause l'actuel et inéquitable partage de la valeur ajoutée. Un partage inéquitable dont ont surtout pâti les classes moyennes : c'est le seul capital qui a littéralement confisqué les gains de productivité générés par la modernisation de notre économie.





Annexes



Bibliographie

Aglietta Michel, *Les métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy, 1984.

Arondel Philippe, *L'homme-marché*, Desclée de Brouwer, 1997.

Arondel Philippe, *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?*, Belin, 2005.

Arondel Philippe, Arondel-Rohaut Madeleine, *Gouvernance : une démocratie sans le peuple ?*, Ellipses, 2007.

Auer Peter, *Délocalisations, normes du travail et politiques d'emploi, Vers une mondialisation plus juste*, La Découverte, 2005.

Bacqué Marie-Hélène, Vermeersch Stéphanie, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de Mai 68*, Les Éditions de l'Atelier, 2007.

Bidou Catherine, Dagnaud Monique, Dubost Françoise, Duriez Bruno, *Les couches moyennes salariées*, CNRS, 1984.

Bidou Catherine, *Les aventuriers du quotidien*, PUF, 1984.

Boltanski Luc, *Les cadres, La formation d'un groupe social*, Éditions de Minuit, 1982.

Boltanski Luc, Chiapello Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

Bouffartigue Paul (dir.), *Le retour des classes sociales, Inégalités, dominations, conflits*, La Dispute, 2004.

Brooks David, *Les bobos*, Florent Massot, COL, 2000.

Chardel Pierre-Antoine, *Zygmunt Bauman, Les illusions perdues de la modernité*, CNRS Editions, 2013.

Charle Christophe, « Les classes moyennes en France : discours pluriel et histoire singulière », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n°50-4, octobre-décembre 2003.

Chauvel Louis, *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, PUF, 2002.

Chauvel Louis, *Les classes moyennes à la dérive*, Seuil, Collection La République des idées, 2007.

Chauvel Louis, « Le retour des classes sociales », in *Revue de l'OFCE*, octobre 2001.

Clerval Anne, *Paris sans le peuple, La gentrification de la capitale*, La Découverte, septembre 2013.

Corbillé Sophie, *Paris bourgeoise, Paris bohème*, PUF, 2013.

Corbillé Sophie, Chevalier Sophie, Lallement Emmanuelle, *Paris, résidence secondaire*, Belin, 2013.

Dammame Dominique, Gobille Boris, Matonti Frédérique, Pudal Bernard (dir.), *Mai-Juin 68*, Les Éditions de l'Atelier, 2008.

Dagnaud Monique, « La "classe d'alternative". Réflexion sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes », in *Sociologie du travail*, n° 4, octobre-décembre, 1981.

Fondation Gabriel Péri, *Les politiques économiques de la gauche en France*, Actes du colloque du 20/21 mai 2011, juin 2012.

Gaggi Massimo, Narduzzi Edoardo, *La fin des classes moyennes*, Liana Levi, 2006.

Gaudard Jean-Pierre, *La fin du salariat*, François Bourin Éditeur, 2013.

Gorz André, *Adieux au prolétariat*, Galilée, 1980.

Guilluy Christophe, *Fractures françaises*, François Bourin Éditeur, 2010.

Husson Edouard, Palma Norman, *Le capitalisme, malade de sa monnaie, Considérations sur l'origine véritable des crises*, François-Xavier de Guibert, 2009.

Lojkine Jean, *La crise des deux socialismes, Leçons théoriques, Leçons politiques*, Le temps des cerises, 2008.

Lojkine Jean, *L'adieu à la classe moyenne*, La Dispute, 2005.

Lojkine Jean, *Une autre façon de faire de la politique*, Le Temps des cerises, 2012.

Lojkine Jean, Cours-Salies Pierre, Vakaloulis Michel (dir.), *Nouvelles luttes de classes*, PUF, collection Actuel Marx Confrontation, 2006.

Lipietz Alain, *La société en sablier, Le partage du travail contre la déchirure sociale*, La Découverte, 1996.

Mallet Serge, *La nouvelle classe ouvrière*, Le Seuil, 1969.

Marx Karl, *Les crises du capitalisme*, Texte inédit, Demopolis, 2009.

Mendras Henri (dir.), *La sagesse et le désordre, France 1980*, Gallimard, 1976.

Annexes

Pessis Céline, Topçu Sezin, Bonneuil Christophe (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses », Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, La Découverte, août 2013.

Peugny Camille, *Le déclassement*, Grasset, 2009.

Pigenet Michel, Tartakowsky Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, La Découverte, 2012.

Rosanvallon Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Le Seuil, 1976.

Ruhlmann Jean, *Ni bourgeois ni prolétaires. La défense des classes moyennes en France au XX^e siècle*, Le Seuil, 2001.

Szelényi Ivan, *La marche au pouvoir des intellectuels*, Le Seuil, 1979.

Touraine Alain, *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Le Seuil, 1968.

Trentin Bruno, *La cité du travail, Le fordisme et la gauche*, Fayard, 2012.

Van Zanten Agnès (dir.), « Les classes moyennes, l'école et la ville : la reproduction renouvelée », in *Education et sociétés*, n°14, 2004.

Vatin François, *Le salariat, Théorie, histoire et forme*, La Dispute, 2007.



Notes





Notes





Notes





Achévé d'imprimer
4^e trimestre 2014
Imprimerie de la Centrale - 62302 Lens
Tél. : 03 21 69 88 44

